

CENTRE HISTORIQUE DES ARCHIVES NATIONALES

SÉRIE K
MONUMENTS HISTORIQUES
TITRE VI
CORPS POLITIQUES

INVENTAIRE DES ARTICLES K 674 à K 866

établi à partir de l'inventaire dressé vers 1840 par Louis-Claude DOUËT D'ARCQ

et du répertoire numérique rédigé par Joseph GUILLAUME

complété par Jean GUEROUT et Bruno GALLAND

2000

Dactylographié par Olga Billoteau

AVERTISSEMENT

Pour accéder au titre VI de la série K, les chercheurs disposaient jusqu'ici de trois instruments de recherche complémentaires : le tome Ier de l'*Etat général des fonds des Archives nationales*, dont le chapitre sur la série K, rédigé par Jean Guerout, met bien en évidence la structure générale du classement, le répertoire numérique de Joseph Guillaume et l'inventaire analytique établi antérieurement par Douët d'Arcq. L'inventaire était, en règle générale, le plus précis, mais le répertoire le complétait et le corrigeait sur de nombreux points.

On a donc repris ici l'inventaire de Douët d'Arcq, mais en introduisant toutes les modifications et précisions du répertoire et de l'Etat des fonds, et surtout en introduisant titres et sous-titres qui structurent l'ensemble et permettent d'en comprendre le classement. Un certain nombre de vérifications ont, à cette occasion, été effectuées sur les documents eux-mêmes.

Il aurait bien sûr été plus satisfaisant d'entreprendre un nouvel instrument de recherche. Mais cette entreprise aurait été d'une autre ampleur. La solution adoptée assure une meilleure utilisation des ressources déjà disponibles, tout en permettant à la Section ancienne des Archives nationales de se consacrer plutôt à des fonds qui ne disposent encore d'aucun inventaire.

Bruno GALLAND,
Responsable de la section ancienne

INTRODUCTION

Comme l'ensemble des titres V à X de la série K, le titre VI est un ensemble de dossiers factices, constitués par le Bureau du triage des titres à partir des documents de toute provenance qui leur passaient entre les mains, selon un plan méthodique. Les dossiers relatifs aux « corps politiques » comprennent des dossiers consacrés, d'une part, aux États et aux assemblées (États généraux et assemblées provinciales, principalement), d'autre part, aux grandes juridictions (principalement les cours souveraines: parlements, chambres des comptes et cours des aides).

Un rapport de Camus nous révèle l'origine de la première partie de ce titre :«Le 6 ventôse an V (*24 février 1797*), les membres du Bureau du triage retirèrent des mains du citoyen Hénin, l'un des secrétaires des assemblées des notables, les procès-verbaux de ces assemblées tenues en 1787 et 1788. Il les envoyèrent aux Archives nationales avec des pièces recueillies parmi les papiers qui leur ont passé successivement entre les mains : procès-verbaux et actes relatifs tant aux anciennes tenues d'États généraux qu'à celle de 1789, aux assemblées d'États, aux assemblées provinciales, aux assemblées de départements, etc». On s'explique ainsi pourquoi la collection a pris le même caractère hétérogène que les autres titres de K. Par exemple, les archives des familles des princes du sang (Orléans, Condé et Conti) ont fourni des pièces sur les relations entre les princes, en tant que gouverneurs de provinces, et certains États provinciaux.

Quant à la seconde partie du titre (K 693 à 866), elle paraît avoir été constituée surtout par des prélèvements dans les archives du chancelier et du Parlement de Paris.

L'essentiel est constitué d'extraits et de mémoires, manuscrits ou imprimés, du XVIIe ou du XVIIIe siècle, mais on y trouve quelques pièces isolées antérieures.

Comme pour l'ensemble de la série K, les registres, souvent complémentaires, ont été transférés dans la série KK, ce qui explique les nombreuses cotes vacantes.

SOMMAIRE

- K 674 à 692^B. États et assemblées.
- 674. Origine des États généraux.
 - 675. États généraux de 1614.
 - 676 à 678. Assemblées des notables.
 - 679. États généraux de 1789.
 - 680 à 692^B. États provinciaux et assemblées provinciales.
- K 683 à 727. Juridictions. Justice.
- 693. Généralités.
 - 694. Grand Conseil.
 - 695 à 706. Parlement de Paris.
 - 707 à 713. Parlements provinciaux.
 - 714 et 715. Chambre des comptes. Cours des Aides. Cour des Monnaies.
 - 716 et 717. Châtelet de Paris.
 - 718. Juridictions consulaires.
 - 719 à 723. Procès criminels célèbres.
 - 724 à 727. Procédure. Personnel.
- K 728 à 866. *Cotes vacantes.*

INVENTAIRE

ÉTATS ET ASSEMBLÉES

Origine des États généraux.

- K 674
1. De l'origine des États généraux (cahier de papier de 44 feuilles).
 2. Observations sur les États généraux (cahier de papier de 53 feuilles).
 3. Analyse d'un ouvrage de Mably (cahier de papier de 8 feuilles).
 4. Mandement de Charles VIII aux élus des aides en Auvergne de payer à Jean Jayot et Michel Curier, la somme de 80 livres tournois à chacun, pour leur voyage aux États de Tours, où ils étaient envoyés « pour les gens du tiers et commun estat ». Tours, 8 Mars 1483 (original, parchemin, sceau perdu).
 5. Extrait des registres de l'Hôtel de ville, pour montrer que c'est au Prévôt des Marchands qu'appartient d'assembler les habitants pour les États (cahier de papier de 6 feuilles).
 - 6 à 7. Tableau figuratif et liasse de notes sur les États de Blois.
 8. Déclaration d'Henri IV au sujet des États convoqués à Paris par le duc de Mayenne et connus sous le nom d'États de la Ligue. Chartres, 29 janvier 1593.
 9. Cahier des États de Rouen, 25 janvier 1597 (cahier de papier de 27 feuilles).

États généraux de 1614.

- K 674 (suite).
- 10 à 12. Ordre des bailliages pour les États généraux de 1614 (imprimé de 43 pages, Paris, 1615, 3 exemplaires).
 13. Cahier de la ville de Paris (cahier de papier de 60 feuilles).
 14. Cahier du Tiers État (cahier de papier recouvert en parchemin, 86 feuilles).
 15. Cahier du Tiers État (Cahier de papier recouvert en parchemin, 118 feuilles).
 16. Ordre tenu par les députés de la noblesse (imp. 20 pages, Paris 1615).
 17. Articles présentés au Roi par les députés de la chambre du Tiers État de France, avec les réponses de Sa Majesté (imp., Paris, 1615, in 12).
 - 18 et 19. Cahier du Tiers État de la province de Vendômois (cahier de papier de 22 feuilles).
 - 20 à 35. Mandements, lettres du Roi, etc. (16 pièces).

- K 675. 1 à 6. Plaintes de particuliers pour servir à la rédaction du cahier de la ville de Paris.
- 7 à 43. Dossiers par métier.
7. Apothicaires. — 8. Arquebusiers. — 9. Bonnetiers— 10. Boursiers. — 11. Bradeurs. — 12. Charcutiers. — 13, 14. Charrons. — 15, 16. Chirurgiens. — 17. Corroyeurs. — 18. Découpeurs. — 19. Doreurs. — 20. Drapiers. — 21. Epiciers. — 22. Loueurs de chevaux. — 23. Mégiciers. — 24. Peaussiers. — 25. Pelletiers. — 26. Marchands de poisson. — 27. Quincailliers. — 28. Racquetiers. — 29, 30. Rôtisseurs. — 31. Savetiers. — 32. Selliers. — 33. Sergents priseurs au Châtelet. — 34. Taillandiers. — 35. Tanneurs. — 36. Tapissiers. — 37. Teinturiers. — 38. Tireurs d'or. — 39. Tourneurs. — 40. Verriers. — 41. Marchands de vin. — 42. Voituriers par eau. — 43. Voituriers de la rivière de Marne.
44. Assemblées de l'hôtel de ville du 16 juin 1614 au 17 octobre 1614 (cahier de papier de 63 feuilles).
45. Sur la justice.
- 46 à 98. Remontrances, mémoires, notes diverses (53 pièces).
99. Ville de Sens (Cahier de papier de 10 feuilles).
- 100 à 124. Avis. Remontrances. Mémoires. Notes diverses (24 pièces).
125. « État des malversations commises sur les habitans de la ville de Vaissy près Saint-Dizier, en Champagne depuis l'année 1616 ».
- 126 à 133. Mémoires et notes (8 pièces).
134. Mémoire pour la communauté des maîtres chandeliers de Paris.
- 135-158. Notes et mémoires (34 pièces).
159. Merciers, grossiers, joailliers.
160. Marchands de vin.
161. Merciers.
- 162 à 201. Remontrances. Projets. Avis. Notes et mémoires (60 pièces).
202. Avis sur la manufacture et teinture de la draperie de laine.
203. Chirurgiens, barbiers.
- 204 à 213. Mémoires et notes (10 pièces).
214. Taxe de la tenue des États aux Augustins (29 octobre 1615).

Assemblées des notables.

- K 676. 1. Assemblée des notables de 1617.
- 2 à 8. Projet d'États généraux en 1651 : convocations, élections, mémoire imprimé : *La joye des François pour la prochaine tenue des Etats généraux* (7 pièces).
- 9 et 10. Projet d'États généraux, 1720 : mémoires (2 pièces).
- K 677. 1 à 181. Assemblée des notables de 1787.
- 1 à 3. Délibérations du 1^{er} bureau (3 pièces).
- 4 à 37. Délibération du 2^e bureau.
- 38 à 101. Notes recueillies par M. de Chatelux au bureau du comte d'Artois.

102 à 181. Notes, mémoires, lettres (en particulier une lettre du prince de Conti au Roi), ordres et communications du Roi (imprimés et manuscrits).

- K 678. 1 à 115. Assemblée des notables de 1787.
- 1 à 19. 3^e bureau du duc d'Orléans.
 - 20 à 39. Délibérations du 4^e bureau du prince de Condé.
 - 46 à 73. Délibérations du 5^e bureau du duc de Bourbon.
 - 74 à 86. Délibérations du 6^e bureau du prince de Conti.
 - 87 à 101. Délibérations du 7^e bureau du duc de Penthièvre.
 - 102 à 114. Mémoires, notes, discours, lettres. Clôture.
 - 115. Instructions.

- 116 à 144. Assemblée des notables de 1788.
- 116. Discours du Roi (imprimé).
 - 117, 118. Délibérations du Bureau de Monsieur.
 - 119 à 122. Délibérations du Bureau du comte d'Artois.
 - 123 à 126. Délibérations du Bureau du prince de Condé.
 - 127 à 139. Délibérations du Bureau du duc de Bourbon.
 - 140, 143. Délibérations du Bureau du prince de Conti.
 - 144. Mémoire présenté au Roi par les six-corps de la ville de Paris, Paris, 1788 (imprimé, in-4^o de 14 pages).

États généraux de 1789.

- K 679^A. 1 à 115. États généraux de 1789 : notes, adresses, mémoires ; convocations, élections, cahiers ; problème du logement des États à Saint-Germain ; note sur le cérémonial ; vérification des pouvoirs et de la réunion des trois ordres.
- 116 à 245. Correspondance de représentants, classée par province.

- 679^B. 246. Journal des États généraux et de l'Assemblée Nationale du 28 août au 28 octobre 1789 (extrait du *Journal de Paris* ; 42 cahiers provenant des Archives de la Maison de Condé).
- 247 à 335. Lettres, notes et bulletins envoyés par M. de Barentin, garde des sceaux, au Roi, concernant ce qui se passait aux États-généraux du 29 avril au 11 juillet 1789.

États provinciaux et assemblées provinciales (classement par province).

- K 680. 1 et 2. Préliminaires.
- 1. Mémoire sur les États provinciaux et les assemblées provinciales (cahier de papier de 14 feuilles).
 - 2 et 3. Édit portant création d'assemblées provinciales, Versailles, 17 juin 1787 (2 pièces).

4 à 7. Anjou.

4. Note pour le représentant de Monsieur à l'assemblée des Trois États de la Sénéchaussée d'Anjou (cahier de papier de 7 feuilles).

5. Procès verbal des séances de l'Assemblée provinciale d'Anjou, 1787 (Angers, in-4° de 51 pages).

6 et 7. Procès verbal des séances de l'Assemblée provinciale d'Anjou du samedi 6 octobre 1787 ; autre du samedi 20 octobre 1787.

8 à 51. Artois.

Convocations, cahier et réponses du Roi, mémoires, correspondance, 1787, 1788, 1789 (44 pièces).

52. Beaujolais et Dombes.

Commission de la Reine mère Louise de Savoie pour faire assembler les États, Saint-Germain en Laye, 31 mars 1528 (n.st.).

53 à 74. Béarn.

Mémoires et cahiers, procès-verbaux, instructions au Commissaire du Roi, correspondance, serment de Louis XV en 1775, représentation de la ville de Pau et de la vallée d'Aspe, 1756-1789.

K 681.

1 à 8. Berry.

1. Copie du procès verbal de l'Assemblée, le mardi 19 novembre 1778 (cahier de papier de 145 pages).

2 et 3. Copie du procès verbal de l'assemblée, le lundi 16 août 1779 (cahier de papier de 29 pages ; extrait des délibérations, 8 pages).

4. Copie du procès verbal de l'Assemblée, le dimanche 22 octobre 1780 (cahier de papier de 407 pages).

5 et 6. Procès verbal de l'assemblée provinciale, le lundi 20 octobre 1783 (cahier de papier de 52 pages ; autre de 214 pages).

7 et 8. Lettre patentes du 1^{er} juillet 1787, ordonnant l'enregistrement de celles du 9 mai 1779, créant une administration provinciale dans le Berry.

K 682.

Cote vacante (registres cotés d'abord KK 654 à 656, puis transférés dans la sous-série AD I).

K 683.

1 à 7. Bigorre.

1. Délibération du 24 janvier 1788.

2. Projet d'instructions générales pour le comte de Gontaut, commissaire du Roi, 3 janvier 1788.

3 et 4. Procès des délibérations (cahier de papier de 27 pages ; autre de 17 pages).

5. État de la taille pour l'année 1789 (cahier de papier de 9 pages).

6 et 7. Lettres du comte de Gontaut, 2 et 30 mars 1789.

8 à 253. Bourgogne.

8. et 9. État des Elus généraux des États de Bourgogne depuis 1548.

10 à 12. Voyage d'honneur en 1682.

13. Voyage d'honneur en 1689.
14. Voyage d'honneur en 1713.
15. Audiences données par le Roi aux députés, 1722.
16. Voyage d'honneur en 1728.
- 17 et 18. Voyage d'honneur en 1737.
19. Arrêt du Conseil portant règlement relatif aux Elus généraux, 9 avril 1744.
20. Délibération de la Chambre de la noblesse, au sujet des qualités requises pour y être admis, 20 août 1754.
21. Extrait du Carnet de la Chambre de la noblesse, 1742.
22. Lettre de Rigoley de Créquy, 1754.
23. Mémoire de ce qui s'est pratiqué pendant le gouvernement du duc de Saint-Aignan.
24. Lettre à M. d'Ogny, 1754.
- 25-26. Mémoires qui regardent l'Intendant de Bourgogne, 1755.
- 27 à 57. Voyage d'honneur de 1755.
- 58 à 67. Voyage d'honneur de 1758.
- 68 à 79. Voyage d'honneur de 1761.
80. Décret, 1763.
- 81 à 95. Voyage d'honneur de 1764.
96. Lettre du Contrôleur général aux Elus, 18 décembre 1764.
97. Mémoire sur l'administration, 1765.
98. Copie de la lettre de M. de Laverdy aux Elus, concernant la suppression de la mendicité, 30 avril 1766.
- 99 à 116. Voyage d'honneur, 1767.
- 117 à 123. Voyage d'honneur, 1770.
- 124 à 129. Voyage d'honneur, 1773.
- 130 à 131. Lettre de Malesherbes, Versailles, 1^{er} février 1776 ; autre, sans signature.
- 132 à 134. Trois lettres.
135. Procès verbal du cérémonial observé au voyage d'honneur, 1779.
- 135 à 141. Six lettres, au Prince de Condé et à d'autres, 1782.
143. Résumé de tous les ouvrages à prix d'argent concernant les chemins, ponts et chaussées de la province.
- 142 et 144. Rapport et remarques des commissaires alcades de la province de Bourgogne, 1784-1787 (cahier de papier de 86 feuilles).
145. Mémoire au Roi, 1785 (cahier de papier de 87 feuilles).
146. Pépinière de Dijon.
- 147 à 152. Tenue des États de Bourgogne, au mois de novembre 1787.
- 153 à 160. Lettres et notes, 1788.
- 161 à 226. Correspondance de l'abbé de la Fare au comte de Chastellux, élu de la noblesse de Bourgogne, 1783-1787 (60 pièces).
- 227 à 252. Autres lettres adressées par divers correspondants au comte de Chastellux, 1785-1787 (26 pièces).
253. Liste des députés du gouvernement de Bourgogne aux États généraux (imprimé).

K 684. 1 à 24 [dont n° 12^{bis}]. Bresse et Dombes.

Cahiers et remontrances présentés au Roi par les syndics généraux du Tiers Etat, réponses du Roi, remise des cahiers (par un député adjoint au voyage d'honneur des élus généraux de Bourgogne), correspondance, 1755-1788.

25 à 218. Bretagne.

- 25. Serment de fidélité, 26 novembre 1524.
- 26 à 27. Liste des députés de la noblesse de 1567 à 1766 (cahier de papier de 130 feuilles).
- 28. Procès verbal d'ouverture, 25 septembre 1579.
- 29. Lettres patentes, vérifiées en Parlement à Rennes, le 9 septembre 1614 (imprimé).
- 30. Touchant l'établissement d'une compagnie générale de commerce et navigation, 1619.
- 31. Extrait des registres de la noblesse du 5 octobre 1649 (parchemin).
- 32. Mémoire sur les affaires des créanciers des États de Bretagne, 1690 (imprimé, in-fol. de 13 pages).
- 33. Règlement général, 1715 (imprimé de 27 pages).
- 34. Délibération des États de 1715, qui ordonne «que les Baronnie ne seront possédées que par des nobles d'une illustre origine et d'une noblesse si ancienne qu'on ne voye point le commencement », 1715.
- 35 à 36. Lettre de la noblesse de Bretagne au Régent, après la séparation des États, décembre 1717 ; demandes des États.
- 37. Lettres du Roi pour leur convocation, Versailles, 8 juillet 1740.
- 38. Lettres du duc d'Aiguillon au comte de Saint-Florentin sur les troubles, 1754 (1 cahier).
- 39 à 147. Session de 1758-1759.
- 148 à 159. Mémoires de l'Église et du Tiers, sur divers griefs, 1767.
- 160 à 164. Notes et lettres, 1768.
- 165 à 181. Session de 1788.
 - A signaler : 168 et 169. Lettre autographe de Louis XVI à M. de Boisgelin, lui demandant sa démission de sa charge de Maître de sa Garde-robe, et lui interdisant de paraître à la Cour, Versailles, 15 juillet 1788.
- 182. Copie du mémoire remis au comte de Thiart, le 26 mai 1788, par les membres de la noblesse qui se trouvaient à Rennes, 1788.
- 183. Réponse du Roi aux représentations faites par les États, le 10 juin 1788.
- 184. Résultats des délibérations du Tiers État à l'hôtel de ville de Rennes les 22, 24, 25, 26, et 27 décembre 1788.
- 185 à 218. Session de 1789.

K 685.

1 à 16. Bugey.

Cahiers et mémoires, réponses du Roi, remise des cahiers par un député-adjoint au voyage d'honneur des élus généraux de Bourgogne, correspondance, 1754-1785.

17. Cambrésis.

Supplique au Roi (cahier de remontrances), 8 mai 1778.

18 et 19. Champagne.

Règlement sur l'établissement d'une administration provinciale (assemblées municipale, d'élection et provinciale) en Champagne, Versailles, 23 juin 1787 (en double).

20 à 64. Corse.

20. Procès-verbal de l'assemblée générale, tenue à Bastia le 1^{er} mai 1772 (imprimé de 255 pages, Bastia, 1776, en français et en italien).

- 21. Procès verbal de l'assemblée générale convoquée à Bastia, le 8 novembre 1773 (imprimé de 213 pages, Bastia 1774, en français et en italien).
- 22 à 52. Procès verbaux des assemblées tenues dans les différentes provinces, 1773 : Alléria (22 à 31), Ajaccio (32), Balagne (33 à 37), Calvi (38), Cap-Corse (39 et 40), Corte (41), Nebbio (42 à 47), Sartène (48 à 51), Vico (52).
- 53 et 54. Lettres du comte de Marbeuf, Bastia 30 avril et 3 mai 1774.
- 55. Mémoire sur la confrérie de Saint-Charles de Bastia, 1774 (en Italien).
- 55^{bis} à 64. Procès verbaux des assemblées tenues dans les différentes provinces, 1774 : Alléria (55bis), Ajaccio (56), Balagne (57), Bastia (58), Calvi (59), Cap-Corse (60), Corte (61), Nebbio (62), Sartène (63), Vico (64).

K 686. 1 à 68. Corse (suite).

- 1 à 30. Procès verbaux des assemblées tenues dans les différentes provinces, 1776 : Ajaccio (1 et 2), Alléria (3 à 5), Balagne (6 à 11), Bastia (12 à 14), Calvi (15 et 16), Cap Corse (17 à 19), Corte (20 à 21), Nebbio (22), Saint-Florent (23), Sartène et Bonifacio (24 à 28), Vico (29 et 30).
- 31. Répertoire des lettres écrites par les députés de Corse à la cour, 1776.
- 32. 3^e cahier des affaires de 1776 avec les réponses de la cour aux demandes des États.
- 33. Compte rendu de la députation des États à la cour.
- 34 et 35. Projet d'un nouveau règlement, 1776.
- 36. Extrait du cahier des États de Corse tenus à Bastia au mois de mai 1777.
- 37. Projet d'un nouveau règlement, 1770.
- 38 à 40. Procès verbaux des assemblées tenues en 1780 : provinces du Cap Corse (38), de Balagne (39) et de Calvi (40).
- 41 à 43. Trois lettres, 1781.
- 44 à 50. Procès verbaux des assemblées tenues dans les différentes provinces, 1781 : Ajaccio [Charles *de Buonaparte*, député noble] (44), Alléria (45), Bastia (46), Corte (47), Oletta (48), Sartène et Bonifacio (49), Vico (50).
- 51 à 63. Demandes des assemblées provinciales 1781 (13 pièces).
- 64. Commission des douzes, 1775.
- 65. Arrêté de la noblesse de Corse, 1789 (en Français et en Italien, imprimé).
- 66 et 67. Extrait des délibérations de l'assemblée générale de Bastia, 22 février 1790 (imprimé, en italien).
- 68. Manifeste du Comité supérieur de Corse, 1790.

K 687. 1 à 4. Dauphiné.

- 1. *Instructions sur l'origine et la forme des assemblées usitées en Dauphiné, pendant plusieurs siècles sous le nom d'États.*
- 2. Procès-verbal de l'assemblée des Trois États du Dauphiné, 12 juin 1439 (original parchemin).
- 3. Note sur le transport du Dauphiné à la Couronne.
- 4. Mémoire sur l'état actuel de la province de Dauphiné, avec le moyen de remédier à sa ruine prochaine.

5 à 12. Flandre.

- 5. Mémoire pour le clergé et la noblesse de la Flandre Wallonne.
- 6. Observations sur l'administration de la Flandre.
- 7. Règlement.
- 8. Observation sur l'administration actuelle de la Flandre Maritime.

9. *Observation sur un plan qui concilierait avec le bien de la Flandre Maritime, celui des finances de Sa Majesté.*

10 à 12. États de la Flandre Wallonne (3 pièces).

13 à 20. Comté de Foix.

13. Remontrances.

14. Observations à l'occasion de la démission des syndics.

15. Projets d'un nouveau règlement, 1780.

16. État de frais, 1784.

17. Instructions pour le marquis d'Usson, commissaire du Roi, 1787.

18. Procès verbal de l'assemblée des États, 1788 (cahier de papier de 84 feuilles).

19. Lettre du Roi au marquis d'Usson, Versailles, 22 août 1776.

20. Tenue des États, 26 janvier 1786.

K 688. 1 à 242 [dont le n° 116^{bis}]. Franche-Comté.

Copie d'une lettre de convocation aux Etats écrite par le marquis de Castel Rodrigo, vers 1666.

« Délibération et protestation des gentilshommes de Franche Comté, août 1679 » (imprimé).

Édit portant création d'une assemblée provinciale en Franche-Comté, août 1787.

Lettres, suppliques, mémoires relatifs au rétablissement et à l'organisation des États, 1787-1788 ; réunion de la noblesse à ce sujet, 1788 ; arrêt du Conseil portant convocation des États, 1788.

Session de 1788-1789 : procès verbaux, lettres, mémoires, notes, etc.

Délibérations des villes et communautés en 1788 et 1789 : arrêts, mémoires, adresses, lettres et autres pièces relatives aux rapports des trois ordres, aux réclamations du Tiers et aux élections pour les États généraux.

A noter : Une carte et un plan de la salle des États.

K 689. 1 à 9. Gascogne : assemblées provinciales de la généralité d'Auch.

1 et 2. Règlement sur la formation et la composition des assemblées, qui auront lieu dans la généralité d'Auch. Versailles, 12 juillet 1787 (2 exemplaires, dont 1 imprimé).

3 et 4. Procès verbal des séances de l'assemblée provinciale de la généralité d'Auch tenue à Auch dans le mois d'août 1787 (imprimé, 2 exemplaires).

5. Procès-verbal des séances de l'assemblée de l'élection d'Armagnac, généralité d'Auch, tenue à Auch dans le mois de septembre 1787 (imprimé).

6 et 7. Procès verbal des séances de l'assemblée de l'élection de Somagne, généralité d'Auch, tenue à Lectoure dans le mois de septembre 1787 (imprimé, 2 exemplaires).

8 et 9. Procès verbal des séances de l'assemblée provinciale de la généralité d'Auch, tenue à Auch dans le mois de novembre et décembre 1787 (un exemplaire manuscrit ; un autre imprimé).

10 à 23^{bis}. Pays de Gex.

Remontrances adressées au Roi par les syndics généraux ; mémoires ; remise des cahiers par un député adjoint au voyage d'honneur des élus généraux de Bourgogne ; correspondance. 1754-1785 (14 pièces).

24 à 28. Haute Guyenne.

24 à 26. Procès verbaux, 1781 (24), 1782 (25) et 1784 (26).

27 et 28. Lettres patentes qui ordonnent l'enregistrement de celles du 26 novembre 1779, portant établissement d'une administration provinciale dans la Haute Guyenne, Versailles, 18 août 1787.

K 690. 1 à 148 [dont 27^{bis} et 105^{bis}, manquent les n° 56 à 59]. Hainaut.

Extraits des procès verbaux des États, 1559-1569 et 1610-1615.

Projet d'établissement d'une administration provinciale, 1787.

Observations de la commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale du Hainaut.

Rétablissement des États en 1788. Sessions de 1788 et 1789 : convocation, règlement, procès-verbaux, requêtes, mémoires, notes, correspondance.

Convocation et élections aux États généraux.

K 691. 1 à 113. Languedoc.

1 à 93. Pièces concernant la répartition et la perception des aides accordées par les États, XVe-XVIIe s.

1. Répartition d'impôts pour le diocèse d'Agde, 1419, n.s.

2. Répartition d'impôts sur les villes des Jugerries, de Verdun et de Rivière (original parchemin), 1433.

3. Aide fournie au Roi par les États de Languedoc pour la rançon du duc d'Orléans, 3 octobre 1443.

4. Aide fournie pour les États, 1446.

5. *Déficit*.

6. Aide imposée sur le diocèse du Puy, 16 février 1446 (original parchemin).

7. Aide pour le recouvrement de la Normandie, 16 avril 1448 après Pâques (original parchemin).

8. Aide du diocèse de Lodève, 29 avril 1449 (original parchemin).

9. Aide du diocèse de Narbonne, 31 mars 1450 (original parchemin).

10. Aide du diocèse de Toulouse, 27 mai 1452 (original parchemin).

11. Aide du diocèse de Narbonne, 27 mai 1452 (original parchemin).

12. Aide du diocèse de Saint-Papoul, au Puy, 27 mai 1452 (original parchemin).

13. Aide des diocèses d'Auch et de Lambez, au Puy, 27 mai 1452 (original parchemin).

14. Sommes attribuées à ceux qui ont assisté aux États, Montpellier, 10 avril 1453 (original parchemin).

15. Sommes attribuées à ceux qui ont assisté aux États, 1454 (original parchemin).

16. Aide du diocèse d'Agde, vers 1433 (original parchemin).

17. Aide du diocèse de Saint Pons, 17 avril 1455 (original parchemin).

17^{bis}. Aide du diocèse d'Albi, Pézénas, 2 avril 1456 (original parchemin).

18. Greniers à sel, 4 février 1457 (original parchemin).

18^{bis}. Aide du diocèse de Narbonne, Montpellier, 13 mars 1461 (original parchemin).

19. Aide du diocèse du Puy, 15 mars 1462 (original parchemin).

20. Aide du diocèse d'Albi, Béziers, 22 novembre 1463 (original parchemin).

21. Aide du diocèse de Toulouse, Béziers, 22 novembre 1463 (original parchemin).

22. Aide du diocèse de Béziers, 2 mai 1464 (original parchemin).

23. Aide du diocèse de Toulouse, au Puy, 20 mars 1466 (original parchemin).

24. Aide du diocèse de Mirepoix, Montpellier, 7 août 1466 (original parchemin).

25. Aide du diocèse de Nîmes, Montpellier, 7 août 1466 (original parchemin).

26. Aide du diocèse de Béziers, Montpellier, 20 février 1467 (original parchemin).
27. Aide du diocèse de Comminges, Montpellier, 20 février 1467 (original parchemin).
28. Aide des diocèses de Rieux et de Carcassonne, Montpellier, 20 février 1467 (original parchemin).
29. Aide des diocèses de Rieux et de Conserans, 16 mars 1467 (original parchemin).
30. Aide du diocèse d'Agde, 24 août 1468 (original parchemin).
31. Aide du diocèse de Saint-Pons de Thomières, 19 mai 1469 (original parchemin).
32. Aide des diocèses de Rieux et de Conserans, 29 mai 1469 (original parchemin).
33. Aide du diocèse de Saint-Pons de Thomières, 23 mai 1469 (original parchemin).
34. Aide du diocèse de Mende, avril 1472 après Pâques (original parchemin).
35. Aide du diocèse du Puy, Béziers, 1^{er} mars 1472 (original parchemin).
36. Aide du diocèse de Béziers, Béziers, 1^{er} mars 1472 après Pâques (original parchemin).
37. Aide du diocèse de Saint-Papoul, Béziers, 1^{er} mars 1472, avant Pâques (original parchemin).
38. Aide du diocèse de Narbonne, Pézenas, 16 juillet 1474 (original parchemin).
39. Aide du diocèse de Mirepoix, Pézenas, 16 juillet 1474 (original parchemin).
- 40 et 41. Aide du diocèse de Nîmes, Montpellier, 15 avril 1475 (original parchemin, 2 pièces).
- 42 à 44. Aide du diocèse de Mende, Montpellier, 15 avril 1475 (original parchemin, 3 pièces).
45. Aide du diocèse de Lodève, Montpellier, 15 avril 1475.
46. Aide du diocèse de Carcassonne, Combefaus, 1^{er} juin 1475 (original parchemin).
47. Aide du diocèse de Toulouse, Montpellier, 29 avril 1476 (original parchemin).
48. Aide du diocèse de Lavaur, Montpellier, 29 avril 1476 (original parchemin).
- 49 à 50. Aide du diocèse de Castres, Montpellier, 29 avril 1476 (original parchemin, 2 pièces).
51. Aide du diocèse de Saint-Papoul, Montpellier, 29 avril 1476 (original parchemin).
52. Aide du diocèse d'Aléth, «et de l'officialat de Lymous», Montpellier, 29 avril 1476 (original parchemin).
53. Aide du diocèse de Lodève, Montpellier, 1^{er} mai 1476 (original parchemin).
54. Aide du diocèse de Saint-Papoul, 24 mai 1477 (original parchemin, 2 pièces).
- 55, 56, et 62. Aide du diocèse de Mirepoix, 24 mai 1477 (original parchemin, 3 pièces).
- 57 et 58. Aide du diocèse de Carcassonne, 24 mai 1477 (original parchemin, 2 pièces).
59. Aide du diocèse de Nîmes, 24 mai 1477 (original parchemin).
60. Répartition d'impôts sur les diocèses (22), 30 mai 1477.
- 63 et 64. Aide du diocèse de Saint-Papoul, 29 mai 1478 (original parchemin 2 pièces).
65. Aide du diocèse de Mirepoix, 1^{er} juin 1478 (original parchemin).
66. Aide du diocèse de Carcassonne, Nonnay, le 1^{er} juin 1478 (original parchemin).
67. Aide du diocèse de Saint-Papoul, Nonnay, 1^{er} juin 1478 (original parchemin).
68. Aide du diocèse de Lodève, Montpellier, 2 juin 1479 (original parchemin).
69. Aide du diocèse de Saint-Papoul, Montpellier, 2 juin 1479 (original parchemin).
70. Aide du diocèse de Castres, Montpellier, 7 juin 1479 (original parchemin).
71. Aide du diocèse de Maguelone, Nonnay, 29 juin 1478 (original parchemin).
72. Aide du diocèse de Mirepoix, Montpellier, 2 juin 1479 (original parchemin).
73. Répartition par les généraux des finances d'une somme de 500 l. pour « le fait de l'équivalent » 1479 (original parchemin).
74. Aide du diocèse de Béziers, Montpellier, 3 mai 1483 (original parchemin).

75. Lettres de Charles VIII qui convoque les États à Bourges, pour le 26 février, Chinon, 14 janvier 1483 (original parchemin, signé).
76. Ordre de paiement de Charles VIII, au receveur des aides du pays de La Marche, Tours, 8 mars 1483 (original parchemin).
- 77 et 78. Aide du diocèse de Rieux et Conserans, Montpellier, 8 juin 1484 (original parchemin, 2 pièces).
79. Aide du diocèse de Narbonne, Montpellier, 8 juin 1484 (original parchemin).
80. Délibération pour la traite des blés, 9 mars 1484 (original papier).
81. Aide du diocèse de Comminges, 11 mars 1484 (original parchemin).
82. Aide du diocèse de Narbonne, Montpellier, 11 mars 1482.
83. Aide du diocèse de Castres, Le Puy, 20 décembre 1487 (original parchemin).
84. Aide du diocèse d'Albi, Le Puy, 20 décembre 1487 (original parchemin).
85. Aide du diocèse du Puy, 24 novembre 1487 (original parchemin).
86. Aide du diocèse de Montauban, Carcassonne, 2 avril 1492, avant Pâques (original parchemin).
87. Aide du diocèse de Mende, 28 décembre 1498 (original parchemin).
88. Aide du diocèse de Saint-Pons-de-Thomières, 16 octobre 1500 (original parchemin).
89. Aide du diocèse de Montauban, 16 octobre 1500 (original parchemin).
90. Aide du diocèse d'Agde, Nîmes, 17 décembre 1505 (original parchemin).
91. Aide du diocèse de Rieux et de Conserans, 29 décembre 1506 (original parchemin).
92. Aide du diocèse de Lavaur, 18 janvier 1506 (original parchemin).
93. Aide du diocèse de Castres, 5 septembre 1515 (original parchemin).
94. Lettre de Henri II au comte d'Aubijoux, baron de Castelnaud, pour leur convocation à Pézénas au 15 octobre, Saint-Germain en Laye, 2 septembre 1550 (original parchemin).
95. Aide du diocèse de Castres, 31 décembre 1558.
- 96 à 113. États de 1622 à 1789.
96. Harangue prononcée à l'ouverture des États généraux du pays de Languedoc, assemblés en la ville de Beaucaire par le duc de Ventadour (imprimé).
97. Procès verbal des séances de l'assemblée des États de Languedoc, tenue dans la grande salle des Récollets à Béziers, le 26 février 1627.
98. Instruction du Roi du duc de Verneuil, 15 novembre 1666.
99. Instruction du Roi au duc de Verneuil en 1667.
100. *Idem*, 1669.
101. Discours du duc de Verneuil à l'ouverture des États de Languedoc, à Béziers, le 26 novembre 1669 (imprimé).
102. Instructions du Roi au duc de Verneuil, 1670.
103. Discours du Marquis de Castries à l'ouverture des États de Languedoc à Montpellier, le 9 décembre 1671 (imprimé).
- 104 à 113 [dont 108bis, 110bis, 110ter, 110quater et 111bis]. Instructions, adresses au Roi, 1672-1789.

K 692^A.

1 et 2. Ile de France.

Procès verbal des séances de l'assemblée provinciale de l'Ile de France, tenue à Melun, août 1787 (manuscrit et imprimé).

3 à 4. Limousin et vicomté de Turenne.

3. Tenue des États de la vicomté de Turenne à Beaulieu : procès verbal, 1486 (original parchemin).

4. Règlement fait par le Roi sur la formation et la composition des assemblées qui auront lieu dans la province du Limousin, Versailles, 12 juillet 1787.

5. Lyonnais.

Extrait des registres de l'Assemblée provinciale de la généralité de Lyon, 1787.

6^{1,2,3}. Maine.

Procès verbaux des séances de l'Assemblée provinciale du Maine tenue au Mans au mois d'octobre 1787 (3 exemplaires imprimés).

7 à 11. Mâconnais.

7. Mémoire sur la nécessité de supprimer l'administration particulière du Mâconnais, Paris, 1778 (in 4. de 62 pages).

8 et 9. Mémoire des États du Mâconnais (cahier de 8 feuilles), 1778 (2 exemplaires, dont un avec notes).

10. Réponse des États généraux du duché de Bourgogne au mémoire des États particuliers du comté de Mâconnais, 1778. (cahier de 9 feuilles).

11. Cahier « des trois États de la province de Bourgogne, comté de Mâconnais et pays adjacents » (cahier de 24 feuillets).

12 à 48. Navarre.

12. Brevet des délibérations (cahier de 18 feuilles).

13 à 37^{bis} [dont 24bis et 24ter]. Lettres. Extraits des délibérations, 1788.

38 à 48. Lettres. Extraits des délibérations, 1789.

K 692^B.

1. Nébouzan.

Lettre du vicomte d'Erce, commissaire du Roi, Martres en Comminges, 14 février 1789.

4 à 8. Normandie.

4. Lettre de Charles IX au bailli de Cotentin, pour la convocation des trois États de Normandie à Rouen le 1^{er} mars, Lyon le 1^{er} janvier [1565] (original parchemin signé).

5. Demande de François 1^{er} pour la levée d'une somme de 759 458 l. 15 s. sur la Normandie. Compiègne, 3 novembre 1531.

6. Indemnité de 66 l.t. à Jehan Desloges, sieur de Chauvigny, député de la noblesse d'Alençon, 19 novembre 1577.

7. Règlement pour les assemblées de la généralité d'Alençon, 15 juillet 1787 (imprimé).

8. Règlement pour les assemblées de la généralité de Caen, 15 juillet 1787 (imprimé).

8bis. « *Dignité et prérogatives du clergé, de la noblesse et de la magistrature dans l'ordre constitutif de la monarchie* », par l'abbé Lallemand, député pour le Clergé et la noblesse (mémoires du Clergé et de la Noblesse d'une part, de la magistrature d'autre

part, pour la préséance dans les assemblées municipales des villes et bourgs de Normandie instituées par l'édit de 1766). manuscrit rédigé entre 1767 et 1770.

9 et 10. Orléanais.

9. Règlement pour les assemblées de la généralité d'Orléans, 18 juillet 1787 (impr.).
10. Procès verbal des séances de l'assemblée provinciale de l'Orléanais, le 6 septembre 1787 (impr.).

11 et 12. Périgord.

11. Répartition dans le Périgord de l'aide de 20.000 francs accordée au Roi par les trois Etats de Limousin, Marche et Périgord, 26 mars 1453 n.st. (original parchemin).
12. Cahier de la Noblesse du Périgord pour les États généraux convoqués à Tours, 1611.

13 à 17. Picardie.

13. Procès verbal de la 1^{ère} séance de l'assemblée provinciale de Picardie, tenue à Amiens le 14 août 1787 (imprimé).
- 14 et 15. Lettre du duc d'Havré et de Cray, Amiens, 23 août 1787. Procès verbal de la séance du 20 août.
- 16 et 17. Autres du 21 août.

18 et 19. Poitou.

Procès verbal des séances de l'Assemblée provinciale du Poitou tenue à Poitiers le 25 août 1785 (un imprimé, un autre manuscrit).

20 à 32. Provence.

20. Délibération au sujet du député de la province à Paris, 27 mai 1754.
- 21 à 31 [dont 27bis, 27ter et 29bis]. Correspondance adressée au marquis de Mirabeau, année 1759-1760 (10 lettres).
32. Abrégé des délibérations de l'assemblée générale des communautés, 1785 (imprimé de 144 pages avec table).

33 et 34. Soissonnais.

Procès verbaux de l'ouverture de l'Assemblée provinciale, 1787 (2 pièces).

35 à 37 [dont 36bis]. Pays de Soule.

Procès verbal, arrêt du Conseil, correspondance, 1789 (4 pièces).

38 à 40^{bis}. Touraine.

Procès verbaux des séances des 11 août, 6 octobre et 26 octobre 1787.

JURIDICTIONS. JUSTICE

Généralités.

- K 693.
1. Véritable origine du Parlement de Paris (cahier de papier de 30 feuilles).
 2. Preuves chronologiques et historiques que le Parlement de Paris n'a pas été ambulatoire (cahier de papier de 36 feuilles).
 3. « De la Justice Royale ordinaire pour la famille du Roy et les officiers commenceaux de sa maison » (cahier de 20 feuilles).
 4. Mémoire sur le droit de remontrance du Parlement (cahier de 27 feuilles).
 5. Notes du père Léonard sur les cours souveraines (1 liasse).
 6. État de la magistrature en France (minute d'un ouvrage imprimé).

Grand Conseil.

- K 694.
1. Ordonnance de Charles IX en faveur du Grand Conseil, 1565 (original parchemin).
 - 2 et 3. Lettres de noblesse pour messieurs du Grand Conseil, Paris, décembre 1644 (original parchemin : deux exemplaires, l'un enregistré en la Chambre des comptes, l'autre en la Cour des aides).
 4. Édit supprimant plusieurs offices du Grand Conseil, Fontainebleau, août 1646 (imprimé).
 5. Déclaration pour les présentations et affirmations du Grand Conseil, Versailles, 12 juillet 1695 (original parchemin).
 6. Déclaration en faveur des secrétaires du Roi, Marly, 6 août 1712 (original parchemin).
 7. Édit portant que les deux secrétaires du Conseil des Finances, seront dépositaires des anciennes minutes du Conseil, Paris, avril 1716 (imprimé).
 8. Lettres portant attribution au premier Président du Grand Conseil, du droit de nommer seul les commissaires chargés de l'examen des pièces sur lesquelles ont été accordées dispense d'âge pour exercer la charge du Président au Grand Conseil, Versailles, 28 juin 1722 (original parchemin).
 9. Édit supprimant les Cent Offices de secrétaires du Roi, Fontainebleau, octobre 1727 (original parchemin).
 - 10, 10^{bis} et 10^{ter}. Édit supprimant la charge de premier président et celles des huit présidents au Grand Conseil, Versailles janvier 1738 (imprimé, 3 exemplaires).
 11. Arrêt du Conseil d'État qui liquide la finance des offices d'Avocat au Conseil, 28 avril 1739 (imprimé).
 12. Arrêt du Conseil, portant règlement sur les droits des secrétaires greffiers du Conseil, 12 septembre 1739 (imprimé).
 13. Arrêt du Conseil sur les droits des huissiers des Conseils du Roi et de la Grande Chancellerie, 20 mai 1749 (imprimé).

14. Arrêt du Conseil concernant les huissiers du Royaume, 12 mai 1759 (imprimé).
15. Arrêt du Conseil concernant l'expédition des affaires pendantes dans les commissions extraordinaires du Conseil, 6 décembre 1765.
16. Arrêt du Conseil portant création de six places de Conseillers d'État surnuméraires, 5 octobre 1766 (imprimé).
- 17 et 17^{bis}. Lettres patentes portant renvoi au Grand Conseil d'instances pendantes au Conseil privé, Versailles, 11 janvier 1768 (original parchemin).
- 18 Édit portant règlement pour la police et discipline du Grand Conseil, Versailles, janvier 1768 (imprimé).
- 19 et 19^{bis}. Déclaration du Roi concernant les avocats ès Conseils, Versailles, 22 février 1771 (imprimé, 2 exemplaires).
20. Lettres patentes qui maintiennent les avocats aux conseils dans le droit de committimus au Grand Sceau, Compiègne, 26 juillet 1771 (imprimé).
21. Édit qui fixe la compétence du Grand Conseil, juillet 1775 (imprimé).
22. Droit de remontrance et prérogatives politiques du Parlement : notes (liasse).
23. Répertoire des registres des ordonnances enregistrées au Parlement de 1337 à 1610.
24. Liste de représentants et de réclamations par généralité (document préparatoire aux États généraux ?) (6 feuilles).
25. Mémoire sur les compétences des Parlements, XVIIe s. (fragment).
26. Mémoire pour les maîtres des requêtes, commissaires dans les provinces, XVIIIe s.

Parlement de Paris.

Première série chronologique.

- K 695. 1 à 12. Documentation sur le Parlement, 1344-1640.
1. Extrait de trois arrêts en faveur des avocats (1328), de l'abbé de Cluny en sa qualité de Président au Parlement (1331), des notaires (1344), 23 mars 1344 (original parchemin).
 2. Création de quinze conseillers clercs et de quinze laïcs, 15 mars 1344 (copie papier).
 - 3 et 4. Plaintes du duc d'Orléans, 17 janvier 1444 (copie papier).
 5. Remerciements de François I^{er}, 31 octobre 1524.
 6. Tableau des membres du Parlement au 7 janvier 1563 (original parchemin).
 - 6^{bis}. Lettre relative à un procès, XVI^es.
 7. Réception du sieur de Saint-Brisson en qualité de Prévôt de Paris, 1612.
 8. Arrêt du Conseil du 23 mai 1615, interdisant au Parlement de s'ingérer des affaires d'État (copie papier).
 9. « Le bon François à MM. du Parlement », 1621 (imprimé).
 - 10^{1 à 5}. Interdiction de ce qui s'y est passé, 1631 (5 pièces).
 11. « Ce qui s'est passé à Dijon touchant la vérification des Édits », 1637.
 12. Séance du 23 janvier 1640.

13 à 20 [dont 14bis, 15^{1 à 21}, 16^{1 à 6}, 19^{bis}]. Règne de Louis XIV.

Attributions et prétentions du Parlement, en particulier durant la Fronde de 1648 et la Fronde de 1651. 1643-1714.

21 à 24. Pièces diverses, XVIIe-XVIIIe s.

21 et 21^{bis}. « Portraits de MM. du Parlement et des Maîtres des Requêtes » par Pellisson, pour le surintendant Fouquet (en double).

22. Anecdotes du Parlement par Dongois (3 pièces).

23. Notes sur les contestations entre la Grand-Chambre et les Enquêtes.

24. Mémoire sur l'autorité que s'arrogent les Parlements sur l'autorité Royale. 24^{bis}. « Réponse du Roy aux itératives remontrances du Parlement, le 22 juillet 1759 ».

25 à 30. Lettres et Mémoires de M. de Lamoignon, sur les abus de justice et les moyens d'y remédier, 1784 (6 pièces).

31. Réflexions sur l'administration de la justice.

32 à 39. Papiers Gilbert de Voisins.

« Affaires publiques et particulières, remontrances, compliments de novembre 1652 à novembre 1660 ».

K 696. 1 à 71^{ter}. Règne de Louis XV.

1 à 8. 1715.

9 à 14. 1716.

15 à 65^{bis} [dont 40^{bis}, 40^{ter}, 54^{1 à 5}]. 1718.

66 à 70. 1720.

71 à 71^{ter}. 1723.

K 697. *Cote vacante.*

K 698. 1 à 131. Règne de Louis XV (suite).

1 à 14 [dont 1bis, 5bis, 10bis, 12bis]. 1725-1738.

15 à 60 [dont 41^{bis}, 41^{ter}, 44^{bis}, 45^{bis}, 56^{bis}, 58^{bis} et 58^{ter}. 39 en déficit]. 1750-1753.

61 à 101 [dont 64^{1 à 4}, 76^{bis}, 99^{bis}, 99^{ter}, 100^{bis}, 101^{bis}]. 1754-1756.

102 à 122 [dont 109^{bis}, 110^{bis}, 110^{ter}, 118^{bis}]. 1757-1765.

123 à 131. Ordres du Roi au sieur de La Guillaumie, conseiller au Parlement, touchant son exil, 1^{er} mai 1732-30 août 1757.

132 à 177 [dont 157^{bis}]. Papiers Gilbert de Voisins : pièces et correspondances, 1730 à 1757.

Deuxième série chronologique.

K 699. 1 à 31. Règne de Louis XV.

1. Sur les attributions du Parlement et celles du Grand Conseil (cahier de papier de 98 feuilles).

2. Remontrances au Roi, 1768 (cahier de papier, 36 feuilles).

3, 3bis, 3ter. Procès verbal de ce qui s'est passé au lit de justice tenu par le Roi au Château de Versailles le mercredi 11 janvier 1769 (imprimé, 3 exemplaires).

4. Discours du Chancelier à la première séance de la Cour des Pairs, le Roi y président, le 4 avril 1770 (imprimé, 3 exemplaires).

- 5, 5bis et 5ter. Procès verbal de ce qui s'est passé au lit de justice tenu par le Roi au château de Versailles, le mercredi 27 juin 1770 (imprimé, 3 exemplaires).
6. Remontrances au Roi sur les défenses faites aux Princes d'assister aux délibérations de la Cour, 28 juin 1770.
7. Détail de ce qui s'est passé relativement aux Princes du sang à l'occasion du lit de justice tenu à Versailles sur l'affaire du duc d'Aiguillon, 27, 28, 29 juin 1770 (cahier de papier de 8 feuilles).
- 8 et 9. Très humbles et très respectueuses représentations du Parlement au Roi, sur l'affaire du duc d'Aiguillon, 2 juillet 1770 (in-12 de 27 pages et manuscrit).
- 10, 10bis et 11. Arrêt du Parlement du 2 juillet qui interdit au duc d'Aiguillon de faire aucune fonction de pairie. Arrêt du Conseil du 3 juillet qui casse le précédent (imprimé).
12. Réponse du Roi à la grande députation du Parlement du 10 juillet 1770.
13. Séance du Roi du lundi 3 septembre (imprimé).
- 14 1 à 6. Procès-verbal de ce qui s'est passé au lit de justice tenu par le Roi au Château de Versailles, le vendredi 7 décembre 1770 (imprimé, 6 exemplaires).
15. Cinq petits cahiers, contenant « les principaux actes de la révolution qui changea à cette époque la forme du corps judiciaire ».
- 16,16bis,16ter. Lettres patentes du 23 janvier 1771, sur la composition du Parlement (imprimé, 3 exemplaires).
17. Présentations des Princes du 4 avril 1771 (cahier de papier de 11 feuilles).
- 18, 18bis, 18ter. Procès verbal de ce qui s'est passé au lit de justice, le samedi 13 avril 1771 (imprimé, 3 exemplaires).
19. Édit du Roi portant suppression et création d'avocats et procureurs généraux et substituts dans le Parlement de Paris, Versailles, avril 1771 (imprimé).
20. Édit du Roi portant création de Chancelleries près les conseils Supérieurs de Blois, Châlons, Clermont-Ferrand, Lyon, Poitiers. Versailles, avril 1771 (imprimé).
21. Arrêt du Conseil qui casse deux arrêts du Parlement de Rouen, Versailles, 26 avril 1771 (imprimé).
22. Édit du Roi portant suppression des procureurs au Parlement et création de cent avocats, Versailles, mai 1771 (imprimé).
- 23 et 24. Remontrances au Roi présentées le 9 juillet 1771. Itératives remontrances du 24 juillet.
25. Prorogation des vingtièmes.
26. Copie de la lettre du Président d'Ormesson au Roi, pour justifier le refus par les membres du Parlement de consentir à la démission de leurs offices, Orly, 2 mai 1771.
27. Déclaration du Roi, qui liquide le prix des 400 offices de procureurs supprimés au Parlement de Paris, Fontainebleau, 8 novembre 1772 (imprimé).
28. Projet d'une lettre au duc d'Orléans vers 1773.
- 29, 29bis, 29ter, 30 et 31. Minute de deux mémoires du duc d'Orléans au Roi, pour le rappel des Parlements, plus deux lettres.
- 29, 29bis, 29ter, 30 et 31. Projet de rappel des exilés ; autre projet pour la réforme du Parlement, vers 1774.

K 700. 1 à 41. Règne de Louis XVI.

- 1 à 1⁴. Procès verbal de ce qui s'est passé au lit de justice tenu par le Roi à Paris, le samedi 12 novembre 1774 (imprimé, 4 exemplaires).
2. Récit abrégé de ce qui a précédé et suivi le lit de justice du 12 novembre (imprimé).
- 3, 3^{bis}, 3^{ter}. Procès verbal de ce qui s'est passé au lit de justice tenu par le Roi au Château de Versailles le vendredi 5 mai 1775 (imprimé, 3 exemplaires).
4. *Idem*.

5. Déclaration du Roi, qui fixe à 300 le nombre des procureurs au Parlement, Versailles, 18 février 1776.
6. Édit du Roi qui restreint à 30 les 40 offices de Conseillers laïcs, Versailles, février 1777 (imprimé).
- 7, 7^{bis} et 8. Procès verbal de ce qui s'est passé au lit de justice tenu par le Roi à Versailles le mardi 12 mars 1776 (imprimé, 2 exemplaires ; extrait imprimé, 1 exemplaire).
9. Procès verbal de ce qui s'est passé à la séance tenue en la cour des aides en présence du comte d'Artois le mardi 19 mars 1776 (imprimé).
10. Remontrances du Parlement de Bordeaux sur l'édit d'avril sur les vins, Bordeaux, 3 septembre 1776.
11. Remontrances sur les abus existant dans la fixation de la perception des vingtièmes, 23 janvier 1778 (cahier de papier de 29 feuilles).
12. Remontrances au sujet des vingtièmes (cahier de papier de 16 feuilles).
13. Lettres patentes concernant les appels des causes à la Grand Chambre, Versailles, 11 décembre 1780 (imprimé).
14. Remontrance du Parlement de Besançon au sujet des vingtièmes, Besançon le 4 juillet 1783 (cahier de papier de 24 feuilles).
- 14^{bis}. Réponse pour le Roi aux remontrances du Parlement du Paris sur les affaires du Parlement de Besançon (vers 1783).
15. Remontrance au sujet de la Maréchaussée, 31 août 1784.
16. Copie de la lettre du Garde des sceaux à M. Le Peletier de Rosambo, président, du 8 janvier 1786.
- 17, 17^{bis}, 17^{ter}. Procès verbal de ce qui s'est passé au lit de justice tenu par le Roi à Versailles le lundi 6 août 1787 (imprimé, 3 exemplaires).
18. Déclaration du Roi qui rétablit le siège du Parlement en la ville de Paris, Versailles, 20 septembre 1787 (imprimé).
19. Remontrances du Parlement relativement à l'emprisonnement de deux de ses membres et à l'exil du duc d'Orléans 1788.
20. Remontrances du Parlement de Metz relativement à l'exil du président Goussaud, Metz, 14 février 1788.
- 21 à 37. Protestations des Cours contre les édits de mai 1788. — 21. Parlement de Nancy. — 22. Parlement de Toulouse. — 23. Cour des aides de Clermont. — 24. Conseil supérieur du Roussillon. — 25. Parlement de Rouen. — 26. Cour des comptes de Bar. — 27. Parlement de Besançon. — 28. Parlement d'Aix. — 29. Parlement de Metz. — 30. Parlement de Bordeaux. — 31. Parlement de Pau. — 32. Conseil supérieur de Colmar. — 32^{bis}. Parlement de Douai. — 33. Parlement de Grenoble. — 34. Parlement de Rennes. — 35. Parlement de Dijon. — 36. Chambre des Comptes de Grenoble. — 37. Mémoire au Roi (in-12, imprimé de 48 pages).
- 38 et 38^{bis}. Arrêt du Conseil du 20 juin 1788 portant suppression des délibérations et protestations des Cours et autres Corps et Communautés faites depuis la publication des lois portées au lit de justice du 8 mai dernier (imprimé sur vélin, 2 exemplaires).
- 39 à 41. Arrêté du 5 décembre 1788. Réponse du Roi du 9.

Discipline. Cérémonial. Personnel.

- K 701. 1 à 301 [dont le 15^{bis} ; manque le 6]. Assemblée des Chambres, discipline, cérémonial, organisation et personnel du Parlement, relations avec le Roi : notes, extraits de délibérations (papiers Gilbert de Voisins), 1546-1719 (301 pièces).

- K 702. 1 à 104. Séances des Rois au Parlement : notes, relations, etc., 1317-1673 (104 pièces).
105. Séances des Rois au Parlement de 1254 à 1665 (un cahier).
- K 703. 1 à 3. Requête des ducs et Pairs au Roi touchant leurs opinions aux lits de justice avant les présidents ; mémoire, exposé des moyens, 1730.
4 à 12. Prétention du premier président à se faire nommer Monseigneur. Mémoires pour et contre, vers 1740.
13 et 14. Séances des Princes et des Pairs de 1756 à 1770.
15 à 47 Assemblées des princes et des pairs, tenues au Palais Royal de 1760 à 1764.
En particulier : assemblée des princes et des pairs de 1761, sous la présidence du duc d'Orléans, relative à l'invitation du Parlement pour délibérer sur les affaires du parlement de Besançon.
48 à 56 [dont 50^{bis}]. Séances des Cardinaux, 1376-1657.
57 à 80. Séances des Princes français et étrangers (en particulier Pierre le Grand), 1378-1750.
81 à 103. Mélanges: assemblées des Chambres, personnel, cérémonial, 1669-1715.
- K 704. 1 à 57. Pièces intéressant le cérémonial du Parlement.
1 à 8. Discours aux gens du Roi composés par Dongois.
9 à 16 [dont 10^{1 à 9}, 11^{1 à 4}, 13^{1 à 21}, 14^{1 à 6}]. Mercuriales composées par Dongois.
17 à 23¹⁰. Ouvertures des audiences composées par Dongois.
24 à 35 [dont 27^{bis}]. Divers discours et compliments composés Dongois pour différentes occasions.
36 à 57 [dont 39^{bis}, 41^{1 à 7}, 42^{bis}, 54^{bis}, 56^{bis}]. Ouvertures des Audiences mercuriales et autres discours et mémoires sur différents sujets.
- K 705. 1 à 223 [dont 54^{bis}, 54^{ter}, 60^{bis}, 98^{bis}, 211^{bis}]. Pièces relatives aux greffiers, aux notaires et aux secrétaires du Parlement, à leurs commis et clerks, et aux notaires et secrétaires du Roi ; attributions, discipline, cérémonial, etc. 1364-1752 (223 pièces).
- K 706. 1 à 20. Travaux et notes sur les greffiers.
1 à 5. Greffe civil.
6 à 9. Greffiers des présentations, notifications et affirmations.
10 à 12. Greffe criminel.
13 à 19. Objets communs aux différents greffiers.
20. Étude sur le Greffe.
21 et 21^{bis}. Pièces et ordonnances concernant les huissiers, les clerks, 1698.
22 à 28. Pièces relatives aux privilèges de la juridiction du Bailliage du Palais, 1690-1765.
29. Notes sur l'organisation et le personnel du Parlement, le cérémonial etc...

Parlements provinciaux.

K 707. 1 à 83. Parlement d'Aix.

- 1 et 2. Très humbles remontrances du Parlement de Provence au Roi (imprimé), 1650.
3. Refus de Sépulture, 1752.
4. Refus de Sacrements, 1756.
- 5 à 75 [dont 6^{bis}, 30^{bis}, 39^{bis}]. Suppression des Jésuites et désordres consécutifs au sein du Parlement d'Aix, 1762-1763.
76. Remontrances du 23 novembre 1763 et réponses, sur les édits pour le cadastre et la liquidation (cahier du papier de 171 pages).
77. Remontrances au Roi sur la fixation de l'intérêt au denier 20, 1770 (cahier de papier de 44 feuilles).
- 78 à 79. Remontrances sur l'édit de février 1771.
80. Récit de ce qui s'est passé à Aix à l'arrivée du comte de Caraman, Commandant en Chef en Provence, 1788.
- 81 et 82. Protestation du 7 juin 1788, et envoi au duc de Choiseul.
83. Mémoire présenté au Conseil par l'Archevêque d'Aix, 1788.

84 à 87. Conseil d'Alsace.

- 84 à 86^{bis} [dont 84^{bis}]. Pièces concernant les actes de baptême, 1736-1787.
87. Précis pour l'avocat général et le procureur général du Conseil d'Alsace, 1777.

88 à 92. Conseil d'Artois.

- 88 et 88^{bis}. Édit qui le supprime, Versailles, février 1771 (imprimé).
89. Lettres patentes concernant la Chancellerie d'Artois, Versailles, 22 février 1771 (imprimé).
- 90 à 90^{ter}. Édit sur ses attributions, Versailles, février 1771 (imprimé).
91. Lettres patentes concernant la Chancellerie et les officiers de l'ancien Conseil provincial d'Artois, Versailles, 22 février 1771 (imprimé).
92. Édit portant création d'offices de Conseillers d'honneur et de Conseillers Chevaliers d'honneur du Conseil Supérieur d'Arras, Compiègne, août 1771 (imprimé).

K 708. 1 à 26⁴. Parlement de Besançon.

1. Déclaration du Roi portant règlement pour le Parlement de Besançon, Fontainebleau, 5 novembre 1739 (imprimé).
- 2 à 4. Remontrances en faveur du Parlement de Pau, 1765.
5. Remontrances sur les dettes de l'État, 1768.
- 6 et 7. Remontrances sur une commission établie à Besançon, 1770.
- 8 et 8^{bis}. Édit de sa suppression, Compiègne, juillet 1771 (imprimé, 2 exemplaires).
- 8^{ter} et 8⁴. Édit portant création d'offices, Compiègne, juillet 1771 (imprimé, 2 exemplaires).
- 9 et 10. Arrêté du 23 février (en double).
11. *Déficit*.
12. Arrêt du Conseil du 22 juillet 1771, cassant l'arrêt du Parlement de Besançon du 16 juillet 1771 (imprimé).
- 13 et 14. Remontrances sur l'édit de novembre 1771.
- 15 et 16. Remontrance sur le vingtième, 1772.

- 17. Arrêt du Conseil qui fixe le droit de Marc d'or à payer pour les offices du Parlement de Besançon, 6 juin 1773 (imprimé).
- 18. Son rétablissement, Versailles, 25 mars 1773.
- 19 à 21. Affaire des vingtième et des sols pour livre, 1783.
- 22 et 23. Corvées, mai 1787.
- 24 et 25. Protestation, Remontrances, 1788.
- 26. Arrêt du Conseil du 21 janvier 1789, qui casse un arrêt du Parlement de Besançon du 12 (imprimé).
- 26². Remontrances sur l'affaire du Parlement de Bretagne, 1765.
- 26³. Remontrances sur la prorogation du don gratuit, 1768.
- 26⁴. Remontrances en faveur des Jésuites, 1765.

27 à 83⁴. Parlement de Bordeaux.

- 27. Lettres de son établissement par Louis XI, Chinon, 12 janvier 1462 (copie contemporaine, parchemin).
- 28. Arrêt du 13 avril 1566 sur la présentation des bouquets et chapeaux de fleurs (original parchemin).
- 29. Mention de quatre arrêts, 1649.
- 30. Remontrances sur des lettres d'évocation obtenues par le chapitre de Saint-Seurin, 1762.
- 31. Remontrances sur la situation des finances, 1764.
- 32 à 44 [dont 42^{bis}]. Remontrances sur l'édit d'administration de la ville, 1760.
- 45 à 47 [dont 45^{1 à 7}]. Remontrances sur la prorogation du don gratuit, 1768.
- 48. Arrêt du Conseil du 1^{er} septembre 1770, qui casse un arrêt du Parlement de Bordeaux du 30 août 1770 (imprimé).
- 49. Remontrances sur le vingtième en 1770.
- 50. Arrêté du 8 février 1771 sur l'état actuel du Parlement de Paris.
- 51. Représentations sur l'enlèvement de M. Dupaty, avocat général, Bordeaux, 16 janvier 1771.
- 52. Remontrances sur la prorogation des vingtièmes, 1771.
- 53. Remontrances sur l'édit de novembre 1771.
- 54 et 55. Remontrances sur les vingtièmes.
- 56. Déclaration du Roi concernant le remboursement des quittances de finance provenant de la liquidation des offices du Parlement de Bordeaux et de la juridiction de la Table de marbre établie près ledit Parlement, Versailles, 22 mai 1773.
- 57. Rétablissement de ce parlement par Louis XVI, février 1775.
- 58. Remontrances au sujet de lettres patentes pour la liberté du commerce des vins, 23 octobre 1775.
- 59. *Déficit*.
- 60. Discours prononcé par M. Dupaty. Chambres assemblées, 23 février 1780.
- 61. Lettre de Calonne au Garde des Sceaux, Paris, 25 mai 1784.
- 61^{bis} à 71 [dont 69^{bis}]. Dossier relatif à l'usurpation des alluvions et à leur réunion au Domaine, 1781-1786.
- 72 à 75. Audience du Roi au parlement de Bordeaux, 21 juillet 1786.
- 76 à 83⁴. Translation du parlement de Bordeaux à Libourne, 1787.

K 709. 1 à 40. Parlement de Dijon.

- 1. « Journal de ce qui s'est passé au Parlement de Dijon depuis le jeudi 20 janvier 1650 » (cahier de papier de 21 pages).
- 2. Interdiction du Parlement, 9 janvier 1659.

3. Composition du Parlement, 1686.
4. Arrêt du Conseil du 7 août et lettres patentes du 8 septembre contenant règlement entre les officiers du Parlement, de la Chambre des comptes et du bureau des finances (imprimé in fol. de 83 pages).
5. Mémoire contenant un précis des faits relatifs aux démêlés d'entre le Parlement, la Cour des Aides de Dijon et les États généraux du duché de Bourgogne, 1758-1763 (cahier de papier de 100 feuilles).
6. Remontrances sur la prorogation du don gratuit, 1768.
7. Arrêt du 7 février à l'occasion de l'édit de règlement, 1771.
- 8 et 10 [manque le 9]. Lettre au Roi sur l'état actuel du Parlement de Paris, 6 février 1771 ; arrêt du 4 mars.
11. Lettre patentes cassant plusieurs des arrêts du Parlement de Dijon, Fontainebleau, 11 octobre 1771 (original parchemin).
- 12 et 12^{bis}. Édit portant création d'offices dans ce Parlement, Fontainebleau, octobre 1771 (original parchemin).
13. Édit portant suppression des offices de ce Parlement, Fontainebleau, octobre 1771 (original parchemin).
14. Lettres patentes portant attribution de gages aux officiers de ce Parlement, Fontainebleau, 11 octobre 1771 (original parchemin).
15. Lettres patentes qui lui ordonnent de reprendre ses fonctions, Fontainebleau, 22 octobre 1771 (original parchemin).
16. Remontrances sur la prorogation des vingtièmes, 24 janvier 1772.
17. Lettres patentes portant règlement, Versailles, 25 mars 1775.
18. Remontrances au sujet du pays de Gex, 8 février 1776.
19. Remontrances au Roi, 3 janvier 1776.
20. Remontrances au Roi, 24 janvier 1778.
21. Remontrances sur l'édit d'août 1781, 23 mars 1782.
22. Projet de lettre du Garde des Sceaux à la Chambre des Comptes de Dijon, avril 1782.
- 23 et 24. Remontrances au Roi, 15 août 1782.
25. Lettre de félicitations du premier président à l'occasion de la manifestation du Dauphin.
- 26 et 27. Remontrances du Parlement et de la Cour des Aides de Dijon, 14 juillet 1783.
- 28 et 29. *Déficit*.
30. Affaire de l'Ordre de Malte : remontrance, évocation, 19 février 1784.
31. Remontrances au Roi, 1^{er} juillet 1785.
32. Remontrances au Roi, 26 février 1788.
33. Arrêté des officiers de Riom en Auvergne, 27 mai 1788.
- 34 et 35. Protestations des 4 et 11 juin 1788.
36. Remontrances sur le vingtième, 4 avril 1788.
- 37 et 38. Délibération des officiers du bailliage de Châlon-sur-Saône, 28 octobre 1788.
39. « Récit de ce qui s'est passé à Dijon depuis dimanche au soir jusqu'à jeudi 10 heures du matin », 1788.
40. Remontrances au Roi, 5 mars 1789.

41 à 58. Parlement de Flandre (siégeant à Tournai et à Douai).

41. Mémoire contenant la triste situation où sont réduits les officiers du Parlement de Flandre et le moyen de la soulager.

42. Mémoire contre la prétention que forment les officiers du Parlement de Flandre du ressort des appellations d'Artois.
43. Mémoire pour les Présidents et gens tenant le conseil provincial d'Artois contre les officiers du Présidial d'Ypres.
- 44 et 45. Mémoire pour les demandes du Parlement de Tournai.
- 46 et 46^{bis}. Remontrances au Roi, 1750 (en double).
- 47 et 48. Requête au Roi pour le maintien du Parlement de Douai, 20 août 1771.
- 49 à 51. Arrêt, notes et édit concernant le Parlement de Douai (3 pièces).
- 52 à 54. Remontrances au sujet d'un règlement sur la fabrication des toiles, 1780.
55. *Déficit*.
56. Réponse du Roi aux remontrances du Parlement de Douai, 1788.
- 57 et 58. Remontrances sur le vingtième et réponse.

K 710. 1 à 59^{bis}. Parlement de Grenoble.

1. Commission donnée par François I^{er} à Claude de Bellièvre, premier Président et à Félix de Sainte-Croix, conseiller au Parlement de Grenoble, d'informer contre des présidents et des conseillers de ce Parlement, Sancerre, 24 août 1546 (original parchemin).
2. Autre commission donnée par Henri II, Bourg en Bresse, 27 juillet 1548 (original parchemin).
- 3 et 3^{bis}. Compliment du duc de La Feuillade, 1704.
- 4 et 5. Remontrances sur la prorogation du second vingtième, 24 août 1767.
- 6 et 6^{bis}. Remontrances au Roi sur l'édit de décembre 1768 (2 pièces).
7. Remontrances au Roi, 18 janvier 1768.
8. Remontrances sur la liberté du commerce des grains, 26 avril 1769.
9. Arrêtés des 1^{er} février et 4 mars 1771.
10. Remontrances sur la création des conservateurs d'hypothèques et observations de l'abbé Terray, 20 janvier 1772.
11. Arrêt du 23 mars 1771.
- 12 et 12^{bis}. Édit portant création d'offices dans ce Parlement, Fontainebleau, octobre 1771 (imprimé, 2 exemplaires).
13. Remontrances sur une création d'officiers municipaux, 7 septembre 1772.
14. Remontrances sur la prorogation des deux vingtièmes, 14 février 1772.
- 15 et 16. Remontrances au Roi et réponse, 1772.
- 17 et 18. Suppression d'offices, 7 et 8 novembre 1771.
19. Remontrances sur les offices municipaux, 23 février 1774.
20. Lettres patentes portant suppression d'offices, Versailles, 1^{er} mars 1776.
- 21 à 28. Remontrances. Réponse du Roi, 1777.
29. Remontrances au Roi, 3 décembre 1781.
- 30 et 30^{bis}. Arrêt du Conseil du 23 décembre 1781, qui casse un arrêt du Parlement de Grenoble du 7 septembre précédent (imprimé).
31. Remontrances au sujet de la lettre de cachet donnée contre le Sieur de Meyrieu, 23 juin 1784.
32. Remontrances au Roi, 21 août 1787.
- 33 à 36. Remontrances touchant les lettres de cachet, 1788.
- 37 à 44. Pièces relatives à l'exécution de l'édit du mois de mai 1788, portant établissement d'une cour plénière, etc. et aux troubles élevés dans la ville de Grenoble à ce sujet.
- 45 à 59. Pièces relatives aux troubles de Grenoble, 1788.

59^{bis}. « Mémoire pour le Parlement de Dauphiné contre le Parlement de Provence au sujet de la juridiction de la principauté d'Orange ».

60 à 74. Parlement de Lorraine.

60. « Exposition des Loix, actes et monuments authentiques qui constatent l'origine et la constitution de la Cour souveraine séante à Nancy » (cahier de papier de 17 feuilles).

61. « Édict du Roy, portant création et établissement d'une Cour de Parlement en sa ville de Mets », Saint-Germain en Laye, janvier 1633 (cahier in-12 de 24 pages).

62. Remontrances sur la prorogation du vingtième, 4 mars 1769.

63. Lettres patentes qui permettent au Sieur de Coeurderoy, premier président de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois, de se rendre adjudicataire d'une maison et jardin appartenant au noviciat des Jésuites.

64 à 65. Remontrances au Roi des 4 et 29 février 1772.

66. Remontrances sur la suppression des communautés d'arts et métiers et de la corvée, 1776.

67. *Déficit*

68 et 69. Remontrances sur l'exil du Président Goussaud, 1788.

70 à 74. Remontrances sur le vingtième et réponses du Roi.

K 711. 1 à 40^{bis}. Parlement de Pau.

1. Note historique.

2. Translation à Oloron, 8 décembre 1615.

3. Ordonnance pour le droit de robe rouge, v. 1615.

4 et 5. Lettres au Cardinal de Richelieu, Pau, 25 mai et 1^{er} août 1624.

6. *Déficit*.

7 et 8. Lettre au Cardinal Mazarin, Lyon, 27 août 1653 ; Requête au Roi.

9 et 11. Inventaire des pièces que ceux de la R.P.R. de Béarn produisent contre le parlement de Pau ; réplique ; mémoire au Roi.

12 et 13. *Déficit*

14 et 15. Chancellerie : édit portant suppression de plusieurs offices en la Chancellerie, Versailles, 3 juin 1698 (original parchemin) ; tarif des droits de Chancellerie.

16 et 17. Arrêt du 22 novembre 1763. Remontrances au Roi.

18 à 25 [dont 22^{bis}]. Arrêt, remontrances, mémoires, 1764.

26 et 27. Arrêts, remontrances, 1765.

28. Remontrances du Parlement de Besançon, sur les affaires des Parlements de Rennes et de Pau, Besançon, 21 avril 1766.

29. Arrêt du 18 mai 1768.

30. Remontrances, 1771.

31. Remontrances après 1778.

32 et 33. Remontrances et notes, 1786.

34 à 37. Remontrances, etc., 1787.

38 à 40^{bis}. Remontrances sur la translation du Parlement de Bordeaux à Libourne et sur les exils en général, 1788.

41 à 65. Parlement de Rouen.

41. Arrêt de l'Echiquier, qui maintient les hospitaliers dans le droit de tenir les assises dans leur Commanderie de Ville Dieu et Bailleul, Pâques 1291 (original parchemin).

42. Sentence de l'Echiquier contre un homme qui avait donné un coup de couteau «nommé dague» à un autre au plaide de Sainte Waubourg, Pâques 1379 (original parchemin).
43. *Pièce reclassée sous la cote K 713, n° 4bis.*
44. Remontrances, août 1725.
- 45-47. Remontrances sur les lettres de cachet, 9 et 16 août 1753. Refus de Sacrement.
48. Arrêt du Conseil du 23 octobre qui casse l'arrêt de la Chambre des vacations du Parlement de Rouen du 14 (imprimé).
- 49 et 50. Remontrances des 27 janvier et 23 février 1770.
51. Arrêté, 5 février 1771.
- 52 et 52^{bis}. Édit de sa suppression, Versailles, septembre 1771 (imprimé, 2 exemplaires).
- 53 et 53^{bis}. Création d'un Conseil supérieur à Rouen, Versailles, décembre 1771 (imprimé, 2 exemplaires).
54. Édit de création d'un Conseil supérieur à Bayeux, Versailles, décembre 1771 (imprimé).
- 55 à 58. Lettre au Roi, sur l'état actuel du Parlement de Paris, 8 février 1771 ; arrêts du 20 mars et 4 avril.
59. Remontrances, 1786.
60. Remontrances, 1787.
- 61 à 65 [dont 63bis]. Remontrances et arrêtés, 1788.

K 712. 1 à 134. Parlement de Bretagne.

- 1¹ et 1². Extrait des registres de la Chambre des comptes de Bretagne : traduction d'un acte de 1087 d'Alain, duc de Bretagne, sur les préséances au Parlement de Bretagne, XVI^e s. (imprimé et manuscrit).
2. Relation du Parlement général de Bretagne tenu à Vannes en 1451 (copie moderne ; cahier de papier de 86 feuilles).
- 3 à 64 [dont les n° 10^{bis}, 20^{bis}, 29^{bis}, 31^{bis}, 31^{ter}, 33^B, 50^{bis}, 52^{1à4}]. Affaire de la Chalotais, 1764, 1765, 1766, 1767 (Papiers provenant de Gilbert des Voisins).
- 65 à 75 [dont 65bis]. Lettres, mémoires, etc., 1718-1768.
- 76 à 98 [dont 93bis]. Évocation au Grand Conseil de tous les procès des anciens membres du Parlement de Bretagne, 1718-1775.
- 99 à 114 [dont 105^{bis}, 105^{ter}, 107^{bis}, 109^{bis}]. Mémoires, correspondances, remontrances, année 1771.
- 115 à 134 [dont 126bis].¹ Remontrances, mémoires, suppliques, 1775-1789.

K 713. 1. Conseil souverain de Roussillon : Protestation des avocats (1788).

1^{bis} à 51. Parlement de Toulouse.

- 1^{bis}. *Historia chronologica Parliamentarum patricie Occitaniae*, de 1031 à 1452, XVII^e ou XVIII^e s. (registre en papier de 69 feuilles).
2. Frais faits par le Parlement pour les funérailles de Louis XII, 12 février 1515 n.s. (original parchemin).
3. État de distribution de cire aux membres du Parlement, 27 novembre 1579 (original parchemin).
4. Double requête au Roi, l'une du Parlement, l'autre de l'Archevêque, XVIII^e siècle.
- 4^{bis}. Remontrances au sujet de l'édit portant réduction des rentes au denier cinquante, 11 mai 1720.

¹. Le n° 130 a été reclassé sous la cote K 711 n° 20^{bis}.

5. Représentations au sujet de l'envoi de la déclaration du 10 octobre 1755 (cahier de papier de 20 feuilles).
- 6 à 28. Démêlés du Parlement avec le duc de Fitz-James (prérogatives des pairs), 1763.
29. Remontrances sur les assemblées des villes et des bourgs, 1765 (cahier de 9 feuilles).
30. Remontrances sur le commerce des grains (cahier de 8 feuilles).
- 31 et 32. Lettre au Roi du 9 février et arrêt du 8 mars au sujet de l'exil du Parlement de Paris, 1771.
33. Édit de création d'un conseil supérieur à Nîmes, Compiègne, 8 août 1771 (imprimé).
34. Édit de création d'une Chancellerie près le Conseil supérieur de Nîmes (imprimé), 1771.
- 35 et 36. Remontrances sur la prorogation des vingtièmes, 1772.
37. Remontrances sur le commerce des grains, 1774.
38. Édit de rétablissement du Parlement de Toulouse, 20 février 1774.
39. Édit de suppression du Conseil Supérieur de Nîmes, 20 février 1775.
40. Remontrances sur les évocations, 1776 (cahier de 13 feuilles).
- 41 et 42. Remontrances sur le commerce des grains, 1784.
44. Remerciements au Roi pour le rappel du Parlement de Paris, 14 janvier 1788.
- 45 à 47. Supplique au Roi, touchant l'exil du duc d'Orléans, 16 janvier 1788 ; réponses.
48. Remontrances sur l'emprisonnement de l'avocat général de Catelan, 21 avril 1788 (Cahier de 21 feuilles).
49. Remontrance sur le vingtième, 12 janvier 1788.
50. Récit de ce qui s'est passé dans la séance du 8 mai 1788.
51. Lettre des avocats au Chancelier pour demander la convocation des États généraux, suivie de signatures, 1788.

Chambres des comptes. Cours des aides. Cour des monnaies.

- K 714^A. 1 à 4. Cour des comptes, aides et finances de Provence (Chambre des comptes d'Aix).
1. Édit qui fixe la finance des offices, Versailles, juin 1775 (imprimé).
 - 2 et 2^{bis}. Édit concernant les finances, Versailles, avril 1780 (imprimé en double).
 - 3 et 4. Remontrances sur l'édit d'août 1781 ; réponse du Garde des sceaux.
- 5 à 7. Chambre des comptes de Blois.
5. Création de deux maîtres, Paris, 2 mai 1575.
 6. Discussion entre les gens tenant fiefs et la Chambre, relativement aux droits exigés par les foi et hommage à chaque joyeux avènement, 1717.
 7. Procès-verbal d'inventaire des titres, 1775 (registre en papier de 97 feuilles).
- 8 et 9. Chambre des Comptes de Bordeaux.
8. Édit de création, au Camp devant la Rochelle, juin 1628.
 9. Édit de suppression, au Camp devant La Rochelle, août 1628 (original parchemin).

10 à 20. Chambre des Comptes de Dijon.

10. Arrêt d'enregistrement de la déclaration du 21 novembre 1763, 16 mars 1764.
11. Remontrances sur le cadastre, la liquidation et le remboursement des dettes de l'État, 1764.
12. Remontrances sur la prorogation du vingtième, 1768.
- 13 et 13bis. Remontrances sur les gabelles (en double).
- 14 à 20. Correspondance : différend avec les États du Mâconnais, avec la Chambre des comptes de Dôle ; réunion du Charolais à la Couronne. 1774-1776.

21 à 34. Chambre des comptes de Dôle (ou Cour des comptes, aides, domaines et finances du Comté de Bourgogne).

- 21 à 29 [dont 26¹ à 5]. Remise à la Chambre des comptes de Dôle des titres de la Chambre des comptes de Dijon intéressant la Franche Comté, et établissement d'un inventaire, 1737-1738.
- 30 à 32. Mémoire et correspondance sur le subside perçu pour le sold et l'habillement de la milice de la province, 1764.
33. Édit de suppression, octobre 1771 (imprimé).
34. Mémoire relatif à la suppression de la Chambre.

35 et 36^{1 à 3}. Chambre des Comptes de Grenoble.

Mémoires historiques : organisation, attributions, différend avec le Bureau des finances de Grenoble, 1740 et 1749.

37 et 38. Chambre des Comptes de Montpellier.

37. Remontrances sur l'édit d'août 1781.
38. Demande de la convocation des États généraux, 1787.

K 714^B.

39 à 119. Chambre des Comptes de Paris.

39. État comptable, 1496 n.s. (original parchemin).
40. Ordonnance de Charles IX, qui lui attribue la connaissance des lettres de naturalité et de légitimation, Blois, 14 octobre 1571 (imprimé).
41. Note des Édits apportés depuis 1586 jusqu'à 1759.
42. Sa composition en 1611.
43. Cérémonial usité pour les commissaires du Conseil d'État, 1640.
- 44 et 45. Réceptions du duc d'Orléans à la Chambre des comptes et du prince de Conti à la Cour des Aides, août 1648.
46. Enregistrement par Monsieur en 1663 et en 1673.
47. Arrêt du Conseil portant règlement pour la réception des foi et hommages, aveu et dénombrement, 19 janvier 1668 (imprimé).
48. Édit de règlement, 4 novembre 1669.
- 49 et 50. Édit de règlement, août 1669 (imprimé). Mémoire des auditeurs pour son interprétation.
51. Mémoire sur le cérémonial usité pour les édits apportés par un prince du sang, 1673.
- 52 à 55^{bis} [dont 54bis]. Mémoires et factures (imprimés).
56. Honoraires des auditeurs, XVIIe siècle.
- 56^{bis}. Décision du duc de Bourbon sur la gratification demandée par l'auditeur des comptes chargé de rapporter le compte de la Maison du Roi, 1721.
57. Remontrances, 1718.

- 58 à 60. Procès verbal de ce qui s'est passé lors de l'incendie du 27 octobre 1737.
60^{bis}. Tarif des droits et émoluments attribués au garde des livres, 1739.
61 à 69. Cérémonial pour le lit de justice du 20 septembre 1759 (le n° 69 est un plan).
70 à 79. Enregistrement d'édits par le duc d'Orléans, 1761.
80. Arrêt au sujet d'un pamphlet relatif à la Cour, 9 juillet 1762 (imprimé).
81. Règlement pour la nomination des commissaires, Versailles, 22 février 1764 (imprimé).
82. Jugement des comptes de l'élection de Joigny, 1764.
83. Autorisation donnée à un officier de la Chambre des comptes d'être au service de la duchesse de Guise, 1667 (extrait du XVIIIe s.).
84. Remontrances, 11 février 1765.
85. Remontrances sur les finances, 18 février 1770.
86 à 100. Enregistrement d'édits fait par le duc d'Orléans, 17 novembre 1770.
101 à 103. Protestation des Princes du Sang, 4 avril 1771.
104. Arrêté touchant la cérémonie de la réduction de Paris, 1771.
105. Arrêté, 3 juillet 1771.
106. Extrait des registres du Parlement (1 pièce ; épave).
107 et 108. Semestre d'été, semestre d'hiver, XVIIIe siècle.
109. Remontrances, XVIIIe siècle.
110 et 111. Discours de M. de Nicolaÿ. Discours de M. de Calonne, prononcés le 13 novembre 1783.
112. Mémoire sur ses conflits avec la Cour des Aides en 1785.
113 à 114. Demande de convocation des États généraux, 1787 (imprimé et manuscrit).
115. Remontrances sur l'exil du Parlement, 6 mai 1788.
116. Loi du 25 août 1791, qui supprime la Chambre (imprimé).
117. Recueil de formules, XVIIe s. (1 registre, acheté par le Père Léonard en 1705).
118. Analyse de l'hommage d'Antoine de Brichanteau à Henri IV, 1606.
119. Extrait de l'inventaire des aveux et dénombrements, jusqu'en 1620.

K 715. 1 à 4. Chambres des Comptes de Rouen.

1. Remontrances sur la libre exportation des eaux-de-vie, du cidre etc. 5 décembre 1764.
2. Procès verbal de l'état du mobilier, 16 novembre 1774.
3. Remontrances sur les abus des cassations et des évocations, 9 février 1787.
4. Procès verbal du récolement des titres, commencé le 4 mai 1772 (cahier de papier de 45 feuilles).

5. Cour des Aides d'Aix. Mémoire sur l'édit d'août 1781.

6 et 7. Cour des Aides de Bordeaux.

6. Remontrances sur l'exil du Parlement de Bordeaux, 7 septembre 1787.
7. *Idem*, 30 janvier 1788.

8 à 10. Cour des Aides de Clermont.

8. Remontrances sur la déclaration du 3 janvier 1775, portant abolition de la contrainte solidaire pour les impositions, 1775.
- 9 et 10. Mémoire justificatif pour le Sieur Bastard, 1775.

11. Cour des Aides de Montauban.

Remontrances, 2 mars 1782.

12 à 49. Cour des Aides de Paris.

12. Édit de création d'officiers, Versailles, mars 1691 (imprimé).

13. Déclaration du Roi pour la tenue d'une audience par semaine pour juger les appellations verbales, Versailles, 3 avril 1763 (imprimé).

14. Cérémonial de l'enregistrement d'un édit à Versailles, le 11 janvier 1769.

15. Procès verbal de ce qui s'est passé au lit de justice tenu par le Roi au château de Versailles le mercredi 11 janvier 1769 (imprimé).

16. Remontrances sur les affaires de Bretagne, 2 septembre 1770.

17 à 31 [dont 17bis]. Cérémonial pour l'enregistrement d'édits, 1770.

32 à 34. Remontrances des 4 et 17 août 1770.

35 à 40. Remontrances et arrêts relatifs à l'exil du Parlement de Paris, 1771.

41 et 42. Remontrances sur la suppression des jurandes et de la corvée, 1776.

43. Déclaration du Roi qui autorise la Cour à faire des recherches et prendre copies de ses arrêtés et procès verbaux, dont les minutes ont été incendiées, Versailles, 11 mars 1776 (imprimé).

44. Remontrances sur le troisième vingtième, 1782.

45 à 47. Demande de la convocation des États généraux, 1787.

48. Réponse du Roi.

49. Lettres des officiers de Villefranche-en-Beaujolais au garde des sceaux en faveur du Parlement de Paris, 1771.

50. Cour des Monnaies.

Arrêté en faveur du Parlement de Paris, 16 mars 1771.

Châtelet de Paris.

K 716. 1. Sur l'origine de la charge du prévôt de Paris, XVIIIe siècle (cahier de papier de 108 feuilles).

2. Catalogue des notaires, 1300-1660.

3 à 28. Pièces diverses classées par ordre chronologique.

3. Discours pour montrer qu'un gentilhomme ne déroge point à sa noblesse par la charge de notaire au Châtelet de Paris, 1671 (imprimé).

4. Édit portant règlement entre le lieutenant criminel et le lieutenant de robe courte, janvier 1691 (imprimé).

5 et 6. Droits du chapitre Notre Dame, 1703 (imprimé).

7. « Edit du Roy servant de Règlement entre les officiers du Chastelet et ceux du Bailliage du Palais », Versailles, octobre 1712 (imprimé).

8. Édit pour divers offices, Paris, janvier 1716 (imprimé).

9. Arrêt du Conseil concernant les greffiers, 16 février 1723 (imprimé).

10 et 11. Recueil de pièces et mémoires et touchant la charge de prévôt de Paris (Paris, Coustelier, 1723, in fol.). Réponse du prévôt de Paris, 1724 (imprimé).

12. Sentence supprimant plusieurs écrits imprimés sans permission, 27 octobre 1753 (imprimé).

13. Arrêté du 7 mai 1771, relatif à l'exil du Parlement.

14. Édit portant suppression et remboursement d'offices, Versailles, mars 1771 (imprimé).
 15. Édit portant attribution de 800 livres de gages à chaque office de conseiller, Versailles, 15 septembre 1771 (imprimé).
 16. Déclaration du Roi en faveur des commissaires, Versailles, 13 janvier 1772 (imprimé).
 17. Édit supprimant deux offices de certificateurs des criées, Versailles, septembre 1772 (imprimé).
 18. Édit portant rétablissement d'offices au Châtelet, Versailles, décembre 1774 (imprimé ; notes manuscrites).
 - 19 à 25. Conséquences des édit, ordonnance et déclaration du 8 mai 1788 au Châtelet : correspondance de M. de Crosne à M. de Breteuil, lettre de Lamoignon, mai 1788.
 - 26 à 28. Députation au Roi, 25 juillet 1789.
- 29 à 94. Pièces diverses de police, requêtes, exils, etc. de 1521 à 1789.
95. Liste des conseillers, 1311-1693.
96. Liste des procureurs, 1311-1690.

- K 717. 1 à 76 [dont n° 54bis ; manque n° 39]. Officiers du Châtelet.
Lettres patentes, édits, arrêts, sentences, etc. concernant les huissiers sergents à cheval et à verge, les huissiers priseurs, les huissiers audienciers, et autres officiers ; autres pièces jointes (en particulier : édit portant création de payeurs et contrôleurs des rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, 1758), 1353-1784 (imprimés et copies modernes).
- 77 à 84. Quittances de sergents au Châtelet, 1550-1552 (7 pièces).
- 85 à 89. Pièces concernant la présence des sergents à verge à l'entrée de la Reine, 1610.
90. Dessin colorié du guidon des huissiers à cheval du Châtelet (*Solis infensus iniquis*), 1762.

Juridictions consulaires.

- K 718. 1 à 9. Plan de réformation : mémoires, tarifs, projets d'ordonnance et d'édit, 1786.

Procès criminels célèbres : notes, extraits, copies de pièces.

- K 719. 1 à 7. Notes historiques sur les procès criminels des grands ; discours de du Tillet, notes, pièces diverses sur les crimes de lèse-majesté, les confiscations etc.
8. Arrêt contre Jean sans Terre, 1202.
9. Procès de Pierre, Duc de Bretagne.
9. Procès contre Edouard I^{er} roi d'Angleterre, 1293.
- 12 et 13. Lettres de rémission pour Edouard II, roi d'Angleterre, 2 juillet 1313.
- 14 et 15. Arrêt contre Mahaut d'Artois, du jeudi après les Brandons, 1317 (en double).

- 16 à 21. Procès de Robert d'Artois, 1329-1336.
- 22 et 23. Lettres d'abolition pour Charles le Mauvais, roi de Navarre, 4 mars 1353.
24. Lettres d'abolition pour Charles, duc de Normandie, 23 janvier 1355.
25. Arrêt contre le roi de Navarre, 2 mars 1386.
26. Arrêt contre Olivier de Blois, comte de Penthièvre, Charles et Jean, ses frères et Marguerite de Clisson leur mère, 16 février 1420.
- 27 et 30¹ à 9 [manquent les n° 28 et 29]. Procès de Jean II, duc d'Alençon.
27. Arrêt contre Jean II, duc d'Alençon, 10 octobre 1498.
- 30¹. Réhabilitation, 11 octobre 1461.
- 30². Informations, 1456 (Cahier de papier de 108 feuilles).
- 30³. Opinion du duc d'Orléans touchant le procès du comte d'Alençon ; supplique de Jean Juvénal des Ursins, à Charles VII, pour obtenir sa grâce, 1458 (2 pièces).
- 30⁴. Instruction à Guillaume de Ricarville, Capitaine de Loches, touchant la garde du comte, 13 octobre 1458.
- 30⁵. Lettres d'abolition pour le comte d'Alençon, Tours, 11 octobre 1461.
- 30⁶. Promesse du comte d'Alençon, d'observer les conditions mises à sa grâce, 12 octobre 1461.
- 30⁷. Lettres d'abolition pour le comte, Tours, décembre 1462.
- 30⁸. *Idem*, Tours, 22 mars 1464.
- 30⁹. Arrêt de mort, 1474.
- 31 à 35. Procès de René d'Alençon, comte du Perche, 1482.
36. Arrêt contre François, comte de Dunois, 1488.
37. Emprisonnement de Louis de Bourbon, prince de Condé, 1560.
- 38 à 41^{bis}. Arrêt et exécution du duc de Biron ; don de ses biens au sieur de Saint-Blancard, son frère, 1602.
- 42 et 43. Procès du duc de Luxembourg, 1614.
44. Procès de Charles, marquis de La Vieuville, 1633.
- 45 à 47. Arrêt contre le duc de Montmorency, mars 1633 ; *Histoire véritable de ce qui s'est passé à Toulouse* (imprimé) ; sa lettre à sa femme (imprimé).

K 720. Procès de Robert d'Artois.

Copie XVIIIe s. effectuée sur un manuscrit de la bibliothèque du Roi, 1329-1336, accompagnée d'un dessin à la plume colorié sur parchemin représentant le roi président les Pairs et le Parlement (1 registre, 1767 p. dont 4 en déficit).

K 721. 1 à 50. Procès contre des pairs de France.

1 et 2. Recueil chronologique concernant les procès criminels faits à des Pairs, 1216-1652.

3 à 30. Ajournements des Pairs : notes manuscrites, extraits imprimés, 1224-1511.

31 à 48bis. Jugements des Pairs : notes manuscrites, extraits imprimés, 1109-1312.

49 et 50. Jugements des Pairs : extraits imprimés, 1256 et 1461.

51 et 52. Procès de Robert, comte de Flandre, 1315.

53. Procès de Robert d'Artois, 1332 (pièces imprimées).

- K 722. 1. Procès criminel de Gilles, maréchal de Rais, 1440.
 2 et 3. Procès du maréchal de Gié (Rohan), 1504.
 4. Procès de Semblançay, 1527 ; du chancelier Poyet, 1545 ; du duc d'Alençon, 1474 ; de l'Amiral de Coligny, 1562 ; de Nicolas Salzède, gentilhomme espagnol ; de Charlotte Catherine de La Trémouille, princesse de Condé, 1558.
 5. Procès du Chancelier Poyet, 1544 (imprimé).
 6. Procès de M^e Jehan de Brissonne, prêtre, conseiller du roi au Parlement de Chambéry (malversations), 1546-1551.
 7. Arrêt du Parlement de Toulouse qui condamne à mort François Gaspard Rougier et Louis de Saint-Pastour, coupables du crime de rapt, 18 juin 1574.
 8. Arrêt du Grand Conseil, contre Peyrusse, sieur de Boysaysson, et ses complices, 21 avril 1582.
 9. Procès de Puylaurent, 1635.
 10 et 11. Procès du duc de La Valette (plus tard d'Épernon), 1638-1643.
 12. Procès de Cinq-Mars, 1649.
 13. Procès du duc de Beaufort, 1643.
 14. Procès du prince de Condé, 1650-1654.
 15 à 18. Procès du cardinal de Retz, 1649-1654.
 19. Lettres d'abolition pour le duc de Bouillon, 14 mai 1715.
 20 à 68^{bis} [dont les n^{os} 27^{bis}, 33^{bis}, 52^{bis}, 52^{ter}, manquent les n^{os} 22, 40,65]. Procès du duc de Richelieu (différend entre les Pairs et le Parlement ; pièces annexes concernant les procès du cardinal de Châtillon [1568], du duc de Nevers [1617], du duc de la Trémouille [1632], du duc de Guise [1641], du duc d'Elbeuf [1643], du duc de Candale [1651] et d'autres procès depuis 1202), 1716.
 69. Lettres patentes du 7 mars 1721, pour la continuation du procès du duc de La Force, 1721 (original parchemin).
- K 723. 1 à 19. Procès Calas, 1761-1762 (19 pièces ; à signaler : une lettre autographe de Voltaire).
 20. Lettres de rémission accordées à Robinet de Lannoy, Guérard du Quesnoy, Jacques Pernet et Hacquin de Leval, pour le meurtre de Gilet Lelohois, 1491 (original parchemin).

Pièces diverses.

- K 724. 1 à 58. Suppliques adressées par des princes français et étrangers au Parlement de Paris, pour obtenir l'enregistrement des actes les concernant, 1606-1716 (familles d'Orléans, de Condé, baronnie de Joinville, etc.)
 59 à 130 [dont 62bis]. Lits de justice : lettres de cachet, correspondance et notes relatives à leur tenue et à leur cérémonial, 1715-1788 (papiers du grand écuyer).

- K 725. 1 à 12. Avocats et procureurs.
1. Édit pour rendre héréditaire les offices d'avocats du roi, créés dans les hôtels de ville et autres sièges, Marly, avril 1709 (original parchemin).
 2. Déclaration du Roi touchant leur serment de réception, Versailles, 3 avril 1710 (original parchemin).
 3. « Noms et surnoms des Avocats et Procureurs Généraux du Roi au Parlement de Paris, depuis l'établissement d'icelui jusqu'à présent 1587 » (imprimé).
 4. Arrêt de la Cour de Parlement pour les préséances des avocats dans toutes les cérémonies publiques, 15 juin 1688 (imprimé).
 - 5 et 5^{bis}. Tableau des avocats au Parlement, 1699 (en double) (imprimé).
 6. Liste des quatre cents procureurs Tiers référendaires en la Cour de Parlement, 1700 (imprimé).
 7. Apologie pour l'honneur ou reconnaissance dus aux avocats à cause de leur travail, par maître Jacques de Lescornay, avocat au Parlement, 1650 (imprimé).
 8. Défense de l'honoraire de l'avocat (imprimé).
 9. « Sentiment de Cleanthe sur quelques uns de plus fameux advocats plaidant sur le barreau du Parlement de Paris », 1679.
 10. Chanson sur les avocats.
 11. Notes du Père Léonard
 12. Mai de la basoche : Lettres patentes (1777).

K 726. *Cote vacante.*

- K 727. 1 à 62 [dont 32^{bis}]. Frais de Justice et prisons.
- États, mémoires, requêtes, certificats, rapports, notes et pièces diverses concernant les frais de justice, les taxes et salaires payés aux témoins, l'arrestation et le transfert des prisonniers, leur détention et leur entretien (fourniture de pain, d'eau, de paille, de médicaments etc. par les geôliers, des boulangers adjudicataires, des chirurgiens, etc.), 1764-1735.

K 728 à 866. *Cotes vacantes (registres transférés sous les cotes KK 538 à 909 ; certains ont ensuite été replacés dans les séries AD I et U).*

TABLE DES PRINCIPAUX NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX

CITES DANS LES INVENTAIRES DES TITRES VI ET VII DE LA SÉRIE K

On a repris ici les deux tables de noms de personnes et de noms de lieux qui avaient été établies par Douët d'Arcq, et qui sont communes aux titres VI et VII de la série K. Les noms de personnes sont en capitales, les noms de lieux en italiques.

Cette table, qui n'est pas systématique, ne saurait constituer qu'un outil d'orientation. De nombreuses lacunes ont été constatées (en particulier pour les articles K 877 à 906 qui n'avaient pas été pris en compte par Douët d'Arcq). Les plus significatives ont été corrigées.

L'inventaire manuscrit comportait également une table des noms de matières. Celle-ci, plus lacunaire encore, établie sans aucun plan d'ensemble, a paru davantage susceptible d'induire le chercheur en erreur que de l'aider efficacement. Elle n'a pas été reprise ici.

La table étant commune aux titres VI et VII de la série K, elle couvre à la fois les cotes K 674 à K 866 (seules décrites dans le présent instrument de recherche) et les cotes K 867 à K 932 (dont on trouvera la description dans l'inventaire du titre VII).

Afrique (commerce des Côtes d'), K 907 n° 38 et 39.

Agde, K 691, n° 16, 30, 90.

AIGUILLON (le duc d'), K 684 n° 38, K 699 n° 8 à 11, K 907 n° 7 à 9.

AIX (l'archevêque d'), K 707 n° 83.

Aix-en-Provence. (Parlement d'), K 700 n° 28, K 707 n° 1 à 83, K 873 n° 37 à 39. — (Chambres des Comptes d'), K 714 n° 1 à 4. Voir : *Provence* (Cour des Comptes). — (Cour des Aides d'), K 715 n° 5.

Ajaccio, K 685 n° 32, K 686 n° 1, 2, 44.

Albi (diocèse d'), K 691 n° 17^{bis}, 20, 84.

Alençon (généralité d'), K 692^b n° 7, K 894 n° 24, K 905 n° 79. — (Bureau des finances), , K 888 n° 8 et 9, K 889 n° 24 à 35ter.

ALENÇON (Jean II, duc d'), K 719 n° 27 à 30, K 722 n° 4.

ALENÇON (René d'), comte du Perche, K 719 n° 31 à 35.

Aléria (province d'), K 685 n° 22 à 31, 56 ; K 686 n° 3, 4, 5, 45.

Alès, K 878 n° 1.

Aleth (diocèse d'), K 691 n° 52.

Alsace (Conseil d'), K 707 n° 84 à 87, K 873 n° 40. — (Cinquantième denier), K 893 n° 57 à 91. — (Généralité d'), K 900 n° 34 à 36.

Amiens (Généralité d'), K 894 n° 1 et 2, K 905 n° 78.

ANGIVILLIERS (M. d'), K 909 n° 29.

ANGLETERRE (Édouard I^{er}, roi d'), K 719 n° 10, 11.

ANGLETERRE (Edouard II, roi d'), K 719 n° 12 et 13.

Angleterre, K 900 n° 3 et 44.

Angoulême (commerce de l'élection d'), K 907 n° 26, 27 ; K 908 n° 30, 31.

Anjou (États d'), K 680 n° 4, 5, 6 et 7.

ANTOINE, duc de Lorraine, K 876 n° 13, 15, 17, 18, 19, 20.

Armagnac (Élection d'), K 689 n° 5.

ARQUIER, doyen des Capitouls de Toulouse, K 907 n° 16.

ARTOIS (Charles [futur roi Charles X], comte d'), K 678 n° 119 à 122, K 700 n° 9.

Artois (États d'), K 680 n° 8 à 51. — (Conseil d'), K 707 n° 88 à 92, K 709 n° 43. — (Appellation d'), K 709 n° 42.

ARTOIS (Mahaut, comtesse d'), K 719 n° 14 et 15.

ARTOIS (Robert d'), K 719 n° 16 à 21, K 720, K 721 n° 53.

AUBIJOUX (Le comte d'), baron de Castelnaud, K 691 n° 94.

Auch (Généralité d'), K 689 n° 1 à 9 ; K 883 n° 16 et 17, K 889 n° 36 à 39, K 894 n° 3, K 905 n° 80 à 94, K 906 n° 38.

Auvergne, K 891 n° 8 à 15 et 96 à 99, K 893 n° 92 à 97, K 898 n° 2 à 5, K 911.

Bagnères de Luchon (forêt de), K 904 n° 55, K 909 n° 35.

Balagne (Province de), K 685 n° 33 à 37, 57 ; K 686 n° 6 à 11, 39.

Bar (Duché de), K 875, n° 30. — (Cour des Comptes de), K 700 n° 26.
 BAR (Thiebault de), K 876 n° 1.
Barbarie (Commerce de), K 907 n° 32, 33, 34.
 BARENTIN, garde des sceaux, K 679 n° 247 à 335.
Barrois, K 876 n° 46 et 54.
Bassore (Commerce de), K 907 n° 42.
 BASTARD,, K 715 n° 9 et 10.
Bastia, K 685 n° 20, 21, 55 et 58. — (Province de), K 686 n° 12 à 14, 36, 46, 66, 67.
Bayeux (Parlement de), K 871. — (Création d'un Conseil Supérieur à), K 711 n° 54.
Bazailles (en Lorraine), K 876 n° 12.
Béarn, K 680 n° 53 à 74, K 893 n° 98 à 100.
Beaucaire, K 691 n° 96.
 BEAUFORT (Duc de), K 715 n° 9 et 10.
Beaujolois et Dombes (Etats de), K 680 n° 52.
Beaulieu, K 692^A n° 3.
 BEAUNE (Jean de), maître général des Monnaies, K 902 n° 12.
 BELLIEVRE (Claude de), K 710 n° 1.
 BENJAMIN (Peregrin), marchand de Rouen, K 909 n° 30.
Berry, K 893 n° 101, K 898 n° 4, 7 et 8, K 904 n° 34. — (États de), K 681 n° 1 à 7.
Besançon (Parlement de), K 700 n° 27, K 708 n° 1 à 26, K 873 n° 41.
 BEUST (le comte de), K 909 n° 35.
Béziers (Diocèse de), K 691 n° 22, 26, 36, 74, 97.
Bigorre (États de), K 683 n° 1 à 7.
 BIRON (le Duc de), K 719 n° 38 à 41^{bis}.
Blois (Chambre des Comptes de), K 714 n° 5 à 7. — (Etats de), K 674 n° 6 et 7. — (Généralité de), K 905 n° 95 et 96. — (Conseil Supérieur de), K 699 n° 20.
 BLOIS (Olivier de), Comte de Penthièvre, K 719 n° 26.
 BOISGELIN (M. de), K 684 n° 169.
Bonifacio (Province de). Voir : *Sartène*.
Bordeaux (Bureau des finances), K 888 n° 10. — (Parlement de), K 700 n° 30, K 871 n° 4 à 41, K 873 n° 42, K 888 n° 10. — (Chambre des Comptes de), K 714 n° 8 et 9. — (Cour des Aides de), K 715 n° 6 et 7. — (Généralité de), K 894 n° 4, K 905 n° 97. — (administration de), K 708 n° 32 à 44. — (chapitre Saint-Seurin), K 708 n° 30.
 BOUILLON (le Duc de), K 722 n° 19.
 BOULLONGNE (DE), contrôleur général des Finances, K 899 n° 59 et 60.
 BOURBON (Duc de), K 678 n° 46 à 73 et 127 à 139.
 BOURBON (Jean, duc de), Grand Chambrier, K 931 n° 23, 24.
Bourbonnais, K 893 n° 102 à 104, K 898 n° 5.
Bourges (Généralité de), K 691 n° 75, K 894 n° 5 et 6, K 905 n° 98 à 112, K 909 n° 13 et 14, K 910 n° 9.

BOURGNEUF (Juliam de), président au Parlement de Bretagne, K 898 n° 2 à 7.
 BOURGOGNE (Philippe le Hardi, duc de), K 909 n° 1.
Bourgogne, K 683 n° 8 à 135, K 885 n° 30, K 893 n° 105 à 127, K 894 n° 7, 8 et 48, K 902 n° 25, K 907 n° 23.
Bresse (Etats de), K 684, n° 1 à 24.
Bretagne (Duché de), K 878 n° 2. — (Commerce de la), K 907 n° 21, 22. — (Etats de), K 684 n° 25 à 218. — (Parlement de), K 712 n° 1 à 134, K 708 n° 26². — (Province de), K 899 n° 69. — (Taillon de), K 887 n° 40¹ à 40⁵⁴. — (Cinquantième), K 893 n° 128 à 136.
 BRETAGNE (Pierre, duc de), K 719 n° 9.
 BRETEUIL (M. de), K 716 n° 19 à 25.
Bricy, K 876 n° 240.
 BRISSONNE (Jean de), conseiller au Parlement de Chambéry, K 722 n° 6.
Brives (Taillon de), K 887 n° 40¹ à 40⁵⁴. — (Note sur l'élection de), K 907 n° 28.
Bruxelles, K 931 n° 21.
Bugey (Etats de), K 685 n° 1 à 16.
Buzet-sur-Baïse, K 878 n° 9.

Caen (Généralité de), K 692^B n° 8. — (Bureau des finances), K 888 n° 11 à 13.
 CALAS (Procès des), K 723 n° 1 à 29.
 CALONNE, contrôleur général des finances, K 708 n° 61, K 714 n° 111, K 887 n° 33 à 36, K 885 n° 13 à 15 et 33 à 36, K 899 n° 62 à 65.
Calvi (Province de), K 685 n° 38, 59, K 686 n° 15, 16, 40.
Cambrésis (Etats de), K 685 n° 17.
Canada, voir *Louisbourg*.
Cap Corse (Province du), K 685 n° 39, 40, 60. K 686 n° 17 à 19, 38.
Cap de Bonne Espérance, K 907 n° 40.
 CARAMAN (le Comte de), K 707 n° 80.
Carcassonne (Diocèse de), K 691 n° 28, 46, 57, 58, 66.
Castille (Marchands de), K 907 n° 1.
 CASTILLON (Leblanc de), K 867 n° 31.
Castres (Diocèse de), K 691 n° 49, 50, 70, 83, 93, 95.
 CASTRIES (le Marquis de), K 691 n° 103.
 CATELAN (Emprisonnement de l'avocat général de), K 713 n° 48.
Caumont-en-Artois, K 878 n° 4.
 CHAI-SALMAN-KIAB, K 907 n° 37.
Chalon-sur-Saône (Bailliage de), K 709 n° 37, 38.
Châlons-en-Champagne (Bureau des finances), K 888 n° 14 et 15. — (Conseil supérieur de), K 699 n° 20. — (Généralité de), K 905 n° 113.
 CHAMOUSSET, inventaire de sirops et pâtes, K 907 n° 7 à 9.
Champagne (assemblées provinciales de), K 685 n° 18, 19.

CHARIÈRE (Christophe), fermier du Domaine, K 887 n° 27 et 28.
 CHARLES V, roi de France, K 907 n° 1, K 931 n° 18. Le même, duc de Normandie :
 CHARLES VII, roi de France, K 931 n° 25.
 CHARLES VIII, roi de France, K 691 n° 75, 76, K 908 n° 1.
 CHARLES IX, roi de France, K 692^b n° 4, K 714 n° 40, K 876 n° 46, K 902 n° 28 à 30.
 CHARLES II dit LE MAUVAIS, roi de Navarre, K 719 n° 22 et 23.
 CHARLES II, duc de Lorraine, K 875, K 876.
 CHARLES III, duc de Lorraine, K 875.
 CHASTELLUX (M. de), K 677 n° 38 à 101, K 683 n° 161 à 252.
 CHATENOIS (Gérard de), K 875 n° 1.
Chaumont-en-Bassigny (Bailliage de), K 874 n° 4.
Chaussée (Le), en Lorraine, K 876 n° 135.
 CHAUVIGNY (Jehan Desloges, sieur de), K 692^B n° 6.
Cherbourg, K 907 n° 4 et 5.
Chigny (le comté de), K 876, n° 178.
 CHOISEUL (Le Duc de), K 707 n° 81 et 82, K 909 n° 49.
 CINQ-MARS (Procès de), K 722 n° 12.
Clermont-en-Argonne, K 878 n° 6 et 7.
Clermont-Ferrand (Cour des Aides de), K 700 n° 23, K 715 n° 8, 9, 10. — (Conseil Supérieur de), K 699 n° 20.
 CLISSON (Marguerite de), K 719 n° 26.
 CLUGNI (M. de), contrôleur général, K 908 n° 52.
 CLUNY (l'abbé de), Président au Parlement, K 695 n° 1.
 COEURDEROY (M. de), K 710 n° 63.
 COLBERT (Jean-Baptiste), K 899 n° 1 à 31.
 COLIGNY (Procès de l'Amiral de), K 722 n° 4.
Colmar (Conseil Supérieur de), K 700 n° 32.
Comminges (Diocèse de), K 691 n° 27, 81.
Compiègne (Bureau de), 1446, K 931 n° 27.
 CONDÉ (Prince de), K 683 n° 135 à 141, K 719 n° 37, K 722 n° 14.
 CONDÉ (Procès de la Princesse de), K 722 n° 4.
Conserans (Diocèse de), K 691 n° 29, 32, 77, 78, 91.
 CONTI (Prince de), K 678 n° 74 à 86 et 140 à 143, K 714 n° 44, 45.
 CORBIE (Arnaud de), premier Président, K 931 n° 20.
Corse, K 685 n° 20 à 64, K 686 n° 1 à 68.
Corte (Province de), K 685 n° 41, 61 ; K 686 n° 20, 21, 47.
 CREQUY (Rigoley de), K 683 n° 22.
 CROSNE (M. de), K 716 n° 19 à 25.
 CURIER (Michel), envoyé aux Etats de Tours, K 674 n° 4.
 DAGUESSEAU, K 867 n° 20, K 903 n° 56.
 DARCET (M.), K 909 n° 29.
Dauphiné, K 687 n° 1 à 4, K 871, K 890, K 893 n° 137 à 139, K 904 n° 59. Voir *Grenoble*, LE FÉBURE.

Dijon (Parlement de), K 700 n° 35, K 709 n° 1 à 40, K 871. — (Chambre des Comptes de), K 709 n° 22, K 714 n° 10 à 20. — (Bureau des finances de), K 889 n° 40 à 42. — (Ville de), K 683 n° 146, K 695 n° 11, K 709 n° 39.
Dôle (Chambre des Comptes de), K 714 n° 21 à 34.
 DONGOIS, K 695 n° 22, K 704 n° 1 à 35.
Douai (Parlement de), K 700 n° 32^{bis}, K 709 n° 47 à 51, 56.
 DOUMERG, commissionnaire en grains, K 908 n° 33 à 42.
 DU TILLET, K 719 n° 2.
 DUNOIS (François, comte de), K 719 n° 36.
 DUPATY, avocat général, K 708 n° 51, 60.

 ÉPERNON (Procès du duc d'), K 722 n° 10 et 11.
 ERCE (le vicomte d'), K 692^B n° 1.
Espagne (Commerce), K 907 n° 13 et 41.
Etats-Unis (Commerce), K 907 n° 10.
 FAVYER (Jehan), général des Monnaies, K 902 n° 35.
 FITZ-JAMES (le Duc de), K 713 n° 6 à 28, K 907 n° 21, 22.
 FLANDRE (Procès de Robert, comte de), K 721 n° 51, 52.
Flandre, K 687 n° 5 à 12, K 709 n° 41 à 58, K 893 n° 140 à 143, K 894 n° 10, K 905 n° 114 et 115.
Foix (États de), K 687 n° 13 à 20.
Foug, en Lorraine, K 876 n° 85 et 91.
 FOUQUET (Nicolas), K 899 n° 31, K 900 n° 1.
Franche-Comté, K 688 n° 1 à 244, K 893 n° 144 à 146. Voir *Bourgogne*.
 FRANÇOIS I^{er}, roi de France, K 692^B n° 5, K 695 n° 5, K 898 n° 9.

Gascogne (Etats de), K 689 n° 1 à 9.
Genève, K 876 n° 68.
Gex (Pays de), K 689 n° 10 à 23, K 709 n° 18.
 GIÉ (Maréchal de), K 722 n° 2 et 3.
Gien (Bureau de), 1446, K 931 n° 27.
 GILBERT DE VOISINS (Papiers de), K 695 n° 32 à 39, K 698 n° 132 à 177, K 903 n° 14 à 71.
 GOUVE (Charles-Antoine de), procureur général de la Cour des Monnaies, K 903 n° 77 et 78.
Grenoble (Parlement de), K 700 n° 33, K 710 n° 1 à 59, K 873 n° 43. — (Chambre des Comptes de), K 700 n° 36, K 714 n° 35 et 36. — (Généralité de), K 894 n° 9.
 GUILLAUMIE (M. de la), K 698 n° 123 à 131.
Guyenne, K 689 n° 24 à 28, K 724 n° 31, K 893 n° 147 à 150. Voir VERTAMONT

Hainaut (Etats de), K 690 n° 1 à 148.
Hallewin, K 909 n° 1.
Harfleur, K 907 n° 1.
Hattonchâtel, K 878 n° 8.
 HAVRÉ (le duc d'), K 692^b n° 14.

HENNEQUIN (Simon), K 902 n° 22.
HENRI II, roi de France, K 691 n° 94, K 910 n° 1, K 932 n° 12.
HENRI III, roi de France, K 876 n° 46, K 902 n° 31 à 33, K 910 n° 6, K 932 n° 20.
HENRI IV, roi de France, K 902 n° 34 et 35.
HENRI II, duc de Lorraine, K 875 n° 41 à 75.
HOSTE (Bertrand l'), K 876 n° 92.
Ile de France (assemblée provinciale de), K 692^A n° 1 et 2.
JAYET (Jehan), envoyé aux Etats de Tours, K 674 n° 4.
JEAN II, roi de France, K 931 n° 13.
JEAN SANS TERRE, roi d'Angleterre, K 719 n° 8.
JEAN, duc de Lorraine, K 876 n° 2.
JOLY DE FLEURY, K 881 n° 59.
JUVENAL DES URSINS (Jean), K 719 n° 30³.
Koeuvres (Mairie de), K 876 n° 197.
LA CHALOTAIS (affaire de), K 712 n° 3 à 64.
LA FARE (l'abbé de), K 683 n° 161 à 226.
LA FEUILLADE (le Duc de), K 710 n° 13.
LA FORCE (Procès du Duc de), K 722 n° 69.
LA FOREST (les frères), fabricants, K 909 n° 21.
LA VRILLIÈRE, K 886 n° 24 et 25.
La-Chapelle-Saint-Denis, K 931, n° 9, 12.
LAMOIGNON, K 695 n° 25 à 30, K 716 n° 19 à 25.
Languedoc (Parlement de), K 713 n° 1. — (Etats de), K 691 n° 2 à 13. — (Cinquantième), K 893 n° 151 à 156.
Lavaur (Diocèse de), K 691 n° 48, 92.
LAVERDY, contrôleur général, K 683 n° 98, K 879 n° 7 à 42.
LAW (John), K 884, K 910 n° 13.
LE FÉBURE, intendant du Dauphiné, K 891 n° 5.
LE PELETIER DE ROSAMBO, K 700 n° 16.
LE PELETIER, contrôleur général des Finances, K 887 n° 6.
Lectoure, K 689 n° 6 et 7.
LEONARD (le Père), K 693 n° 5.
LESCORNAY (Jacques de), K 725 n° 7.
Levant (commerce du), K 907 n° 32, 33, 34.
Libourne, K 708 n° 76 à 83, K 711 n° 38 à 40.
Lille (bureau des finances de), K 889 n° 43 à 47bis.
Limoges (généralité de), K 905 n° 116 à 119, K 907 n° 24, 25. (Ville de), K 909 n° 21.
Limousin, K 692^A n° 3 et 4, K 908 n° 23.
Limoux (Official de), K 691 n° 52.
Loches (le capitaine de), Guillaume de Ricarville, K 719 n° 30⁴.
Lodève (Diocèse de), K 691 n° 8, 45, 53, 68¹.
Lomagne (Election de), K 689 n° 6 et 7.
Lombez (Diocèse de), K 691 n° 13.
Longwy, K 876 n° 155.
Lorient, K 907 n° 3.
LORRAINE (Duc de), voir : Antoine, Charles, Ferry, Jean, Thiébault.
Lorraine, K 875, K 876. — (Parlement de), K 710 n° 60 à 74, K 871.
LOUIS VI, roi de France, K 931 n° 1.

LOUIS XI, roi de France, K 708 n° 27, K 898 n° 1, K 931 n° 34 à 36 et 44.
LOUIS XII, roi de France, K 713 n° 2.
LOUIS XIII, roi de France, K 907 n° 2.
LOUIS XIV, roi de France, K 909 n° 30.
LOUIS XV, roi de France, K 698 n° 1 à 122.
LOUIS XVI, roi de France, K 679 n° 247 à 335, K 684 n° 169.
Louisbourg (prise de), K 907 n° 11.
LOUISE DE SAVOIE, reine de France, K 680 n° 52.
LUCOT (Jean-Baptiste), fermier général des Monnaies, K 903 n° 5.
Luxembourg (prise de), K 876 n° 178.
LUXEMBOURG (Procès du Duc de), K 719 n° 42 et 43.
Lyon (Conseil Supérieur de), K 699 n° 20. — (Généralité de), K 894 n° 11 et 25, K 905 n° 120.
Lyonnais (assemblée provinciale du), K 692^A n° 5. — (Cinquantième), K 893 n° 157 et 158.

MABLY, K 674 n° 3.
Mâconnais (Etats du), K 692^A n° 7 à 11, K 714 n° 13.
Maguelone (Diocèse de), K 691 n° 71.
Maine (Assemblée provinciale du), K 692^A n° 6.
MALESHERBES, K 683 n° 130.
Malte (chevaliers de), K 876 n° 195.
MARBEUF (Le comte de), K 685 n° 53 et 54.
Marche (Aides du pays de), K 691 n° 76.
Maroc (Commerce avec le), 1766, K 907 n° 36.
Marseille, K 907 n° 32 à 35.
MAUREPAS (M. de), K 908 n° 29.
MAYENNE (Le duc de), K 674 n° 8.
MAZARIN (le cardinal), K 711 n° 7 et 8.
Meimac (abbaye de), K 902 n° 10.
Melun, K 692^A n° 1 et 2, K 901 n° 1 à 22bis.
Mende (diocèse de), K 691 n° 34, 42, 43, 44, 87.
Mer noire (Commerce sur la), 1782, K 907 n° 15.
Metz, K 875 n° 30 et 31, K 876 n° 112 et 124. — (Généralité de), K 908 n° 19, 20. — (Parlement de), K 700 n° 20, K 710 n° 61.
MEYRIEU (le sieur de), K 710 n° 31.
MIR-MANA de BANDERIQ, K 907 n° 37.
MIRABEAU (Marquis de), K 692^B n° 21 à 31.
Mirepoix (Diocèse de), K 691 n° 24, 39, 55, 56, 65, 72.
MIROMESNIL, garde des sceaux, K 874 n° 9.
MONTALEMBERT (le marquis de), K 909 n° 48.
MONTARAN (M. de), K 867 n° 25 et 33.
Montauban (Bureau des finances de), K 889 n° 48 à 71. — (Cour des Aides de), K 715 n° 11. — (Diocèse de), K 691 n° 86, 89. — (Généralité de), K 886 n° 29 à 51, K 894 n° 13 et 14.
MONTMORENCY (Duc de), K 719 n° 45 à 47.
MONTMORENCY (Mathieu, sire de), K 930 n° 1 et 2.

Montpellier (Bureau des finances), K 888 n° 16 à 26. — (Chambre des Comptes de), K 714 n° 37, 38.

MOREAU DE BEAUMONT, K 879 à 882.

Moulins (Généralité de), K 905 n° 121 à 124. — (Voirie de), K 889 n° 56 et 57

Nancy, K 875 et 876, *passim*. — (Parlement de), K 700 n° 21.

Narbonne (Droits de), K 691 n° 9, 11, 18^{bis}, 38, 79.

NAVARRÉ (Charles II, roi de), K 719 n° 22 et 23.

Navarre (Etats de), K 692^a n° 12 à 48.

Nebbio (Province de), K 685 n° 42 à 47, 62; K 686 n° 22.

Nébouzan (Etats de), K 692^B n° 1.

NECKER, K 885 n° 5, K 892 n° 191 et 197.

Nevers, K 878 n° 3.

NICOLAÏ (M. de), K 714 n° 110.

Nîmes (Diocèse de), K 691 n° 25, 40, 41, 59. — (Conseil Supérieur), K 713 n° 33, 34, 39.

Niort (lieutenant de police), K 888 n° 27.

NOAILLES (duc de), K 886 n° 1 à 28, K 893 n° 185 à 189.

NORMANDIE (Charles, duc de), K 719 n° 22, 23 et 25.

Normandie, K 691 n° 7, K 893 n° 163 à 172. — K 908 n° 2 à 18. — (Etats de), K 692^b n° 4 à 8.

OGNY (M. d'), K 683 n° 24.

Oléron, K 711 n° 2.

Oletta (province d'), K 686 n° 48.

Orléanais (Etats de), K 692^B n° 9, 10.

Orléans (Bureau des finances), K 888 n° 47 à 53, K 889 n° 72. — (Le Châtelet d'), K 874 n° 5. — (Généralité d'), K 905 n° 125 à 127.

ORLÉANS (Le duc d'), K 678 n° 1 à 9, K 695 n° 3 et 4, K 699 n° 28 à 31, K 700 n° 19, K 713 n° 45 à 47, K 714 n° 44, 45, 70 à 79, 86 à 100, K 716 n° 30³, K 884 n° 8 et 11.

ORMESSON (Président d'), K 699 n° 26.

Pantin, K 932 n° 3.

Paray-le-Monial, K 909 n° 25.

Paris. Seules sont signalées ici les rubriques les plus significatives. (Chambre des Comptes), K 714B n° 39 à 119. — (Châtelet de), K 706 et 707. — (Cour des Aides de), K 715 n° 12 à 49. — (Coutume de), K 878 n° 5. — (Entrée de), K 887 n° 31. — (Evêques de), Pierre, 1213, K 931 n° 2 ; Etienne, 1273, K 931 n° 4. — (Généralité de), K 886 n° 52 à 55bis, K 905 n° 128. — (Parlement), *passim*; voir en particulier : K 693 n° 1 à 6, K 695 à 706, K 708 n° 50, K 709 n° 8 à 10, K 711 n° 55 à 58. — Voir *Saint-Germain-l'Auxerrois*.

Pau (Parlement de), K 700 n° 31, K 708 n° 2 à 4, K 711 n° 1 à 40, K 871 n° 4 à 41, K 873 n° 44.

PÉLISSON, K 695 n° 21.

PENTHIÈVRE (le duc de), K 678 n° 87 à 101.

Périgord (Etats de), K 692^B n° 11 et 12.

PEYRUSSE (Procès de), K 722 n° 8.

Pézenas (Etats de), K 691 n° 94.

PHILIPPE I^{er}, archiduc d'Autriche, K 902 n° 23.

Picardie (États de), K 692^B n° 13 à 17.

Poitiers (Bureau des finances), K 888 n° 27. — (Conseil Supérieur), K 699 n° 20. — (Généralité de), K 894 n° 15, K 905 n° 129 et 130.

Poitou (Etats de), K 692^B n° 18 et 19. — (Cinquantième), K 893 n° 175 à 179.

PONS (Bernardin), carme, K 907 n° 18.

Pont-à-Mousson, K 876 n° 183.

POYET (Guillaume), chancelier de France, K 722 n° 5.

Provence (Cinquantième), K 893 n° 180 à 183. — (Etats de), K 692^b n° 20 à 32. — (Généralité de), K 905 n° 131 à 133. — (Parlement de), K 871 — (Cour des comptes de), K 905 n° 132. Voir : *Aix* (Chambre des Comptes).

Puy (Diocèse du), K 691 n° 6, 19, 35, 85.

PUYLAURENT (Procès de), K 722 n° 9.

RAIS (Gilles, maréchal de), K 722 n° 1.

RAMETEAU (Jean-Baptiste), bourgeois de Paris, K 907 n° 18.

Ranzières (seigneurie de), en Lorraine, K 876 n° 106.

Rennes (Parlement de), K 700 n° 34. — (Délibérations de l'hôtel de Ville de), K 684 n° 184.

RETZ (Cardinal de), K 722 n° 15 à 18.

RICARVILLE (Guillaume de), gardien du duc d'Alençon, K 719 n° 30⁴.

RICHELIEU (Cardinal de), K 711 n° 4, 5.

RICHELIEU (Duc de), K 722 n° 20 à 68.

Rieux (Diocèse de), K 691 n° 28, 29, 32, 77, 78, 91.

Riom, K 709 n° 33, K 894 n° 16 et 17. — (Bureau des finances), K 888 n° 54, K 889 n° 23.

Rivière (Jugerie de), K 691 n° 2.

Rochelle (La), K 889 n° 73 et 74, K 894 n° 18 et 19.

ROHAN, K 712 n° 1.

Roissy, K 899 n° 32 à 34.

Rouen (Entrée de), K 887 n° 31. — (États de), K 674 n° 9. — (Parlement de), K 700 n° 25, K 711 n° 41 à 65 — (Chambre des Comptes de), K 715 n° 1 à 4. — (Commerce de), K 907 n° 29. — (Généralité de), K 894 n° 20.

ROUGIER (François Gaspard), K 722 n° 7.

Roussillon (Conseil Supérieur de), K 700 n° 24, K 871 n° 4 à 41, K 873 n° 45. — (Cinquantième), K 893 n° 185 à 189.

SAINT-AIGNAN (Duc de), K 683 n° 23.

SAINT-BLANCARD, frère du duc de Biron, K 719 n° 38 à 41^{bis}.

SAINT-BRISSON, prévôt de Paris, K 695 n° 7.

Saint-Denis (abbaye, foire et ville de), K 930 à 932.

Saint-Denis (filles de la Visitation de), K 897 n° 1 à 36.

Saint-Florent (province de), en Corse, K 686 n° 23.

SAINT-FLORENTIN (Le comte de), K 684 n° 38.

Saint-Germain-l'Auxerrois, K 902 n° 22.

Saint-Malo (Commerce de), K 907 n° 31.
Saint-Michel (Bailliage de), K 875 n° 17.
Saint-Mihiel, K 875 n° 41 et 94, K 876 n° 1, 81, 157, 212, 214, 219, 233.
Saint-Nicolas-du-Port, K 876 n° 204.
Saint-Papoul (Diocèse de), K 691 n° 12, 37, 51, 54 à 61, 63, 64, 67, 69.
 SAINT-PASTEUR (Louis de), K 722 n° 7.
Saint-Pons-de-Thomières (Diocèse de), K 691 n° 31, 33, 88.
Saint-Quentin (Commerce de), K 907 n° 30.
 SAINTE-CROIX (Félix de), K 710 n° 1.
 SALZÈDE (Nicolas), K 722 n° 4.
Sancy, K 876 n° 220.
Sartène (Province de), K 685, n° 48 à 51, 63; K 686 n° 24 à 28, 49.
 SARTINE (de), Lieutenant de Police, K 908 n° 67.
 SAVOIE (Louise de), reine de France, K 680 n° 52.
Sedan, K 909 n° 2 à 12.
 SÉGUIER, chancelier de France, K 900 n° 1.
Seignelay, K 909 n° 15 à 20.
 SEMBLANÇAY (Jacques de Beaune, baron de), K 722 n° 4.
Sénégal (Commerce du), K 907 n° 39.
Sens, K 675 n° 99.
 SERIE (Le chevalier de), K 873 n° 17.
 SERVIEN (Abel), K 900 n° 1.
 SILHOUETTE, contrôleur général des Finances, K 883 n° 5.
Soissonnais (Etats du), K 692^B n° 33 et 34. — (Cinquantième), K 893 n° 190.
Soissons (Bureau des finances), K 888 n° 55 à 57. — (Généralité de), K 886 n° 56, K 894 n° 21 et 26, K 905 n° 134 à 136.
 SORIN, commissaire en grains 1773-, K 908 n° 33 à 42.
Soule (Etats du pays de), K 692 n° 35 à 37.
Stenay (Chatellenie de), K 875, n° 98.

 TAILLEFER (Pierre), bourgeois et teinturier de Saint-Denis, 1383, K 930 n° 10.
 TERRAY (l'abbé), K 710 n° 10, K 908 n° 28.
 THIART (le Comte de), K 684 n° 182.
 THIEBAULT, duc de Lorraine, K 876 n° 2.
 TOLOZAN (M. de), K 867 n° 33.

Toulouse (Parlement de), K 700 n° 22, K 713 n° 2 à 51, K 871 n° 4 à 41, K 873 n° 46. — (Bureau des finances de), K 888 n° 58 à 61. — (Diocèse de), K 691 n° 10, 21, 23, 47.
Touraine (Etats de), K 692^B n° 38 à 40. — (Cinquantième), K 893 n° 191.
Tournai (Parlement de), K 709 n° 44-45.
Tours (Etats de), K 674 n° 4. — (Généralité de), K 894 n° 22 et 23, K 905 n° 137 à 139.
Traignac (Ville de), K 908 n° 21.
 TROCQUET, manufacturier, K 909 n° 15.
Trois-Évêchés (les), K 908 n° 24 et 28.
Tulle, K 909 n° 44 et 45.
 TURGOT, K 899 n° 35 à 37, K 908 n° 22 à 25, 47 à 49, 51, 67; K 910 n° 22 à 24.

Urgel (l'Evêque d'), K 909 n° 49.
 USSON (le Marquis d'), K 687 n° 17 et 19.

Vaissy (Etats de 1614), K 675 n° 125.
Valdefranges, K 876 n° 14.
 VALETTE (duc de la), K 722 n° 10 et 11.
 VAUDEMONT (Nicolas de Lorraine, comte de), K 875 n° 1.
Vendômois, K 674 n° 18.
 VENTADOUR (Le Duc de), K 691 n° 96.
Verdun, K 875, n° 6, K 876 n° 36, 38, 39. — (Jugerie de), K 691 n° 2.
 VERGENNES (M. de), K 907 n° 32 à 35.
 VERNEUIL (Le duc de), K 691 n° 98.
Versailles, K 908 n° 47 à 49.
 VERTAMONT, intendant de Guyenne, K 891 n° 1.
Vico (province de), K 685 n° 52, 64, K 686 n° 29, 30, 50.
 VICQ-D'AZYR, K 908 n° 74.
 VIDAL (Jean), maître particulier de la monnaie de Montpellier, K 902 n° 12.
 VIEUVILLE (Procès du Marquis de la), K 719 n° 44.
Villedieu de Bailleul (Commanderie de), K 711 n° 41.
Villefranche-sur-Saône (Officiers de), K 715 n° 49.
Vivier (Baronnie de), K 876 n° 211.
 VOUTE (Mabile de la), K 902 n° 11.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT	2
INTRODUCTION	3
SOMMAIRE	4
INVENTAIRE	5
États et assemblées	5
Juridictions. Justice.	18
TABLE DES PRINCIPAUX NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX	38
TABLE DES MATIERES	44